

● EN RECONNAISSANCE DE SES EFFORTS INASSABLES
POUR LA PAIX ET DE DIALOGUE AU NIVEAU INTERNATIONAL

**Le Président
Abdelmadjid Tebboune
distingué à Moscou
de l'Ordre de la
Diplomatie Publique**
(P3)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● DU TOURNANT POLITIQUE D'ABIY AHMED À LA GUERRE DU TIGRÉ, DU GERD AU SOUDAN, DES AMBITIONS ÉMIRATIES À L'IMPLANTATION ISRAËLIENNE AU SOMALILAND

La Corne de l'Afrique devient le point de rencontre de plusieurs stratégies de puissance

(Pages 8 & 9)

APPEL D'OFFRES ALGÉRIEN 2026 SUR LES HYDROCARBURES

L'Algérie ne cherche plus de simples investisseurs, mais de véritables partenaires technologiques

L'Algérie s'affirme aujourd'hui comme l'une des destinations d'investissement les plus prometteuses du bassin méditerranéen et africain, offrant un environnement des affaires profondément réformé où l'opportunité rime avec partenariat durable. Au-delà de ses immenses réserves en hydrocarbures, le pays propose une vision nouvelle de la coopération énergétique, fondée sur cinq piliers stratégiques mis en avant par le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab : l'expertise, l'efficacité opérationnelle, l'innovation, la promotion du contenu local et la formation des compétences.

(Lire en Page 4)



- Adjal : « L'Algérie mise sur l'hydrogène pour construire une chaîne de valeur nationale et renforcer la transition énergétique »
- Abdelkader Cherfaoui : « L'Algérie dispose de solides atouts pour attirer des investissements à long terme dans le secteur des hydrocarbures »
- La valeur ajoutée énergétique repose sur la complémentarité entre les différentes sources d'énergie
- Warren Murdock : « Le partenariat énergétique algéro-américain face à une opportunité stratégique »

● A L'OCCASION DE L'INSTALLATION DU GÉNÉRAL-MAJOR
HADDAD NOUREDDINE À LA TÊTE DE LA 1^{RE} RÉGION MILITAIRE

**Le Général d'Armée Saïd Chanegriha
salue les résultats probants réalisés dans
la lutte contre les résidus terroristes
et d'éliminer de nombreux criminels**

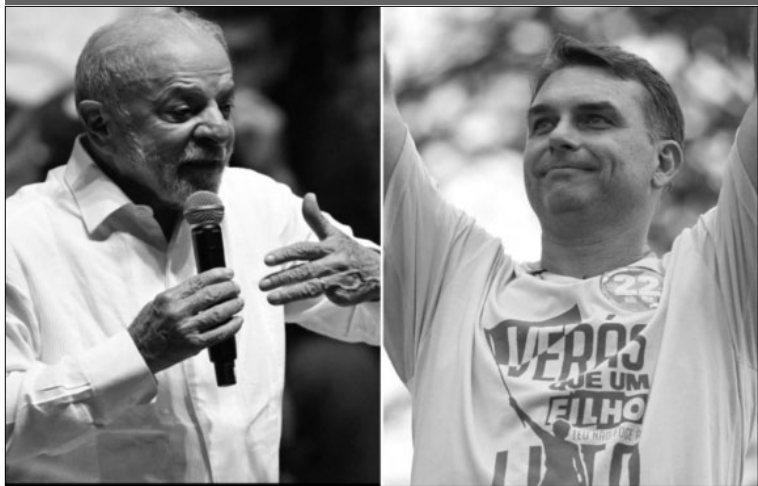
(P5)

● GÉNOCIDE SIONISTE À GAZA

**Plus de 800 enseignants
palestiniens tués depuis le
début de la guerre, selon
le ministère de l'Éducation**

(P12)

Brésil : Flavio Bolsonaro arrive en tête du premier tour et affrontera Lula au second



Le sénateur Flavio Bolsonaro affrontera le président sortant Luiz Inacio Lula da Silva au second tour de l'élection présidentielle brésilienne, le 25 octobre, aucun des deux candidats n'ayant obtenu la majorité absolue nécessaire pour être élu dès le premier tour dimanche. Flavio Bolsonaro a pris l'avantage sur Lula à la clôture des bureaux de vote, sans atteindre le seuil de 50 % plus une voix des suffrages valides requis pour une victoire dès le premier tour. Après le dépouillement de 99,99 % des bulletins, il recueillait 47,03 % des voix, contre 45,16 % pour Lula, soit une avance d'environ 2,2 millions de voix. Saluant ce résultat, Flavio Bolsonaro s'est dit « très heureux » de la participation au premier tour devant ses partisans à Brasília. Il a présenté ce scrutin comme « la fin d'une époque » pour le Parti des travailleurs (PT) de Lula, évoquant « une réelle possibilité que le Brésil élise un gouvernement moderne ». Le résultat contredit la plupart des sondages réalisés avant le scrutin, qui donnaient Lula légèrement en tête des intentions de vote au premier tour.

Flavio Bolsonaro, 45 ans, avocat et sénateur fédéral, a été choisi par son père, l'ancien président Jair Bolsonaro, pour porter la candidature conservatrice sous les couleurs du Parti libéral.

Entré tôt en politique comme député de l'État de Rio de Janeiro, il était resté relativement discret sur la scène nationale jusqu'au soutien officiel de son père. Son programme associe fermeté en matière de sécurité, politique économique favorable au marché et valeurs sociales conservatrices. Sa candidature fait toutefois l'objet d'un examen attentif en raison d'enquêtes en cours sur des soupçons de corruption et de blanchiment d'argent liés à un film biographique consacré à son père.

Lula, 80 ans, brigue un quatrième mandat non consécutif, après avoir dirigé le pays de 2003 à 2010 puis être revenu au pouvoir en 2023. Candidat aux côtés du vice-président Geraldo Alckmin, il donne la priorité aux programmes sociaux, à la protection de l'environnement, aux investissements industriels et aux échanges commerciaux multilatéraux, notamment au sein des BRICS. Réagissant aux résultats dans la soirée électorale, Lula a reconnu qu'ils étaient en deçà de ses attentes, tout en adoptant un ton combatif à l'approche des trois semaines de campagne avant le second tour.

Espagne : Sánchez annonce des législatives anticipées après le rejet de mesures sur le logement

Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a annoncé lundi la tenue d'élections législatives anticipées le 29 novembre, après le rejet par le Parlement de deux décrets du gouvernement sur le logement, sur fond de mobilisation croissante face à la crise du secteur. Depuis sa résidence officielle à Madrid, Sánchez a indiqué qu'il réunirait son Conseil des ministres dans la journée pour engager la procédure de convocation du scrutin.

Il a reconnu que son gouvernement avait commis des erreurs et n'avait pas atteint tous ses objectifs, estimant qu'une majorité parlementaire plus solide était nécessaire pour poursuivre les réformes de sa coalition. Le logement, les inégalités et les services publics restent des défis, a-t-il souligné, appelant les électeurs à lui renouveler leur soutien.

Cette annonce intervient après le rejet, vendredi, de deux décrets sur le logement élaborés en réponse aux manifestations déclenchées par l'expulsion de Maricarmen Abascal, 87 ans, de son domicile madrilène.

Le parti indépendantiste catalan Junts a joint ses voix à celles du Parti populaire (PP, droite) et de Vox (extrême droite) pour rejeter les deux textes, malgré des négociations avec le gouvernement sur certaines de leurs dispositions.

Des milliers de personnes ont manifesté à travers l'Espagne durant le week-end pour réclamer des mesures en faveur du logement. À Madrid, des manifestants ont poursuivi leur campement sur la place Puerta del Sol.

Sánchez a présenté le scrutin comme un choix entre la poursuite des réformes progressistes et une vague d'extrême droite qui, selon lui, entraînerait un recul des droits. Il a appelé les électeurs à donner au pays une majorité progressiste plus large.

Défendant son bilan, il a cité la croissance économique, les créations d'emplois, la réduction des inégalités, le renforcement des bourses d'études et des droits à congé, ainsi que les investissements dans l'éducation et la santé et la modernisation industrielle.

Les prochaines élections législatives devaient se tenir au plus tard le 22 août 2027.

France: la main d'un lycéen de 15 ans arrachée à Lens

Un jeune lycéen âgé de 15 ans a vu sa main arrachée ce lundi à Lens, alors que la mobilisation lycéenne se poursuit sur l'ensemble du territoire français. L'explosion d'une grenade aux abords du lycée professionnel Auguste Béhal de Lens serait à l'origine de la grave blessure. Le préfet du Pas-de-Calais, François-Xavier Lauch, et le procureur de la République de Béthune, Étienne Thieffry, ont tenu une conférence de presse concernant l'incident.

« Malheureusement, nous avons eu un lycéen qui a été blessé gravement au cours d'une manifestation, un lycéen de 15 ans qui a vu sa main arrachée », a fait savoir François-Xavier Lauch, le préfet du Pas-de-Calais, cité par Le Parisien.

Selon les premiers éléments de l'enquête, il aurait ramassé une grenade de désencerclement lancée par les CRS, qui aurait alors explosé, a indiqué une source policière au quotidien, alors que le procureur de la République de Béthune, Étienne Thieffry, n'a pas été en mesure de confirmer cette thèse.

L'Inspection générale de la Police nationale (IGPN) a été saisie, a annoncé le procureur de la République de Béthune, une information partagée par la chaîne d'information BFMTV.

"L'IGPN a été saisie du chef de 'délit de violence entraînant une infirmité/ mutilation permanente' afin de faire toute la lumière, toute la chronologie et la relation des faits qui ont pu conduire à cette main arrachée", a ajouté Étienne Thieffry.

Au total, 413 établissements scolaires ont fait ou font l'objet d'actions ou de perturbations lundi en France, a indiqué le ministère de l'Éducation nationale à BFMTV, alors que l'Union syndicale lycéenne (USL) appelle à intensifier le mouvement.

Ce bilan représente une baisse de 27 % par rapport aux 564 établissements recensés à la même heure vendredi et de 32 % par rapport à jeudi. Le ministère précise toutefois que 40 % des établissements concernés lundi n'avaient pas été perturbés auparavant, y voyant une tentative d'éléments extérieurs d'étendre la mobilisation.

Une nouvelle mobilisation est prévue mardi 6 octobre, avec la participation de la CGT. Les lycéens réclament davantage de moyens et dénoncent notamment des classes surchargées, des bâtiments dégradés et des absences d'enseignants non remplacées.



L'Iran appelle Paris à respecter les droits humains après les manifestations de lycéens

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmail Baghaï, a condamné dimanche le comportement des forces de sécurité françaises à l'égard des manifestants, appelant les autorités françaises à respecter les droits humains, lors d'un point de presse.

Interrogé par une journaliste sur les manifestations de lycéens de ces derniers jours en France, qui a donné lieu à de nombreuses arrestations et à de graves blessures, Baghaï a dénoncé ce qu'il a qualifié de comportement brutal de la police.

« Nous n'avons rien à voir avec leurs allégations. Ce qui importe pour nous, c'est qu'une telle violence contre des manifestants n'est absolument pas acceptable. La France est tenue, en tant que partie aux traités relatifs aux droits humains, de respecter les libertés de sa population », a-t-il déclaré.

Le porte-parole a affirmé que les responsables français, qui qualifient de violation des droits humains la réponse des forces de sécurité iraniennes face à des « terroristes armés et entraînés par le régime sioniste », ne toléreraient pas « le moindre acte violent » lors de rassemblements pacifiques et réprimaient les manifestants « avec la plus grande sévérité ».

« Les informations faisant état d'un comportement brutal de la police envers les manifestants sont préoccupantes. Nous demandons aux autorités françaises de respecter les droits humains, y compris dans le cas de l'arrestation de plus de 3 000 personnes », a-t-il ajouté.

Baghaï a également souligné que les manifestants devaient s'abstenir de toute violence, de tout dommage aux biens publics et privés et de toute attaque contre les forces de l'ordre. Il a enfin demandé l'ouverture d'une enquête sur les accusations de recours excessif à la force par les forces de sécurité. Paris n'a pas encore réagi à ces déclarations.

Les conflit dans le détroit d'Ormuz pourraient faire grimper les prix des céréales jusqu'à 80%

Après le pétrole, les perturbations dans le détroit d'Ormuz menacent l'approvisionnement alimentaire : la Chambre de commerce internationale évoque une hausse des prix des céréales jusqu'à 80%. Les engrais manquent et les pays importateurs sont les plus exposés, tandis que le passage sécurisé reste bloqué faute d'accord entre Washington et Téhéran. Les prix des céréales pourraient augmenter jusqu'à 80 % si les restrictions de navigation dans le détroit d'Ormuz persistent. C'est l'avertissement lancé par John Denton, secrétaire général de la Chambre de commerce internationale, dans un entretien publié le 5 octobre par le Wall Street Journal.

Après des mois de conflit, les difficultés d'approvisionnement en engrais menacent désormais les récoltes. « Les gens perçoivent la situation dans le détroit d'Ormuz principalement sous l'angle des combats entre les États-Unis et l'Iran. [...] Mais le problème est celui de la situation des engrais », a déclaré John Denton. Environ un tiers des livraisons mondiales d'engrais transitent par ce passage. Selon Denton, les capacités disponibles ont reculé de près de 40 % depuis les perturbations du trafic, privant le marché de 2,7 millions de tonnes d'engrais. Le choc ne s'arrête pas aux cargaisons immobilisées : il touche les producteurs agricoles qui en dépendent pour leurs cultures. Les économies en développement et émergentes seraient les premières frappées par la hausse des prix alimentaires. Les Philippines, qui importent environ 90 % de leurs engrais, sont particulièrement vulnérables.



EN RECONNAISSANCE DE SES EFFORTS INLASSABLES POUR LA PAIX ET DE DIALOGUE AU NIVEAU INTERNATIONAL

Le Président Abdelmadjid Tebboune distingué à Moscou de l'Ordre de la Diplomatie Publique

La Chambre Sociale Internationale, dont le siège se trouve dans la capitale russe Moscou, a décerné au Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'Ordre de la Diplomatie Publique, qui est considéré comme sa plus haute distinction internationale.

Cette récompense lui a été attribuée en reconnaissance de ses efforts inlassables pour la promotion des valeurs de paix et de dialogue au niveau international.

L'annonce de l'attribution de ce prix a été faite par le représentant de la Russie lors de la soirée de clôture de la 12ème édition du programme international de chant religieux "Hadi Al-Arwah" (Le guide des âmes), produit par la Télévision nationale, représenté par la chaîne du Coran. S'exprimant au nom de la Chambre Sociale Internationale, le représentant russe a exprimé son appréciation pour les efforts soutenus déployés par le Président de la République pour "promouvoir les valeurs de paix et de dialogue constructif au niveau international et pour développer les relations humaines et économiques de l'Algérie à travers le monde.

Ce qui lui a valu une place prestigieuse, des amis fiables et des partenaires stratégiques". Il a salué, à cette occasion, le programme "Hadi Al-Arwah" qui a réuni de jeunes chanteurs talentueux du monde islamique, considérant que "ce projet créatif est un merveilleux exemple de diplomatie qui renforce la position de leader de l'Algérie dans les domaines spirituel et créatif". Pour rappel, la Chambre Sociale



Internationale est une instance active dans le domaine de la diplomatie publique et de la promotion des partenariats stratégiques à l'échelle mondiale. Elle décerne des prix et des distinctions de haut niveau, à l'instar de l'Ordre de la Diplomatie Publique qu'elle attribue à des personnalités et dirigeants internationaux éminents, en reconnaissance de leurs efforts diplomatiques et humanitaires.

H. B.

SITUATION DANS LA RÉGION DU SAHEL ET PLUSIEURS QUESTIONS INTERNATIONALES

Les positions du président de la République suscitent un large intérêt de la presse internationale

L'entretien périodique accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au cours duquel il a abordé plusieurs questions nationales, régionales et internationales, a suscité un large intérêt auprès de médias internationaux, arabes et africains, qui ont notamment mis en avant les positions de l'Algérie concernant les développements régionaux et internationaux, en particulier la situation dans la région du Sahel et plusieurs questions liées à la politique étrangère du pays.

L'entretien a été diffusé samedi soir sur les chaînes de télévision et de radio nationales, suscitant un large intérêt et une importante couverture de la part de plusieurs médias internationaux. Dans ce cadre, la presse internationale a suivi les déclarations du président de la République concernant plusieurs questions abordées lors de l'entretien, notamment les développements au Niger.

La chaîne «Al Jazeera» a ainsi mis en avant sa confirmation que l'Algérie avait envoyé des avions de combat au Niger fin août afin de se tenir aux côtés de l'Etat frère du Niger face à une tentative de coup d'Etat, ainsi que sa description de ce qui s'est produit comme une «provocation» à l'égard de l'Algérie, parallèlement à la visite du Premier ministre nigérien en Algérie.

Ces déclarations ont également trouvé un écho dans les médias africains.

Le site malien «Jet» a consacré une couverture aux déclarations du président de la République concernant la tentative de coup d'Etat au Niger, mettant en avant sa confirmation de l'envoi d'avions militaires à Niamey et son lien entre la tentative de coup d'Etat et le retour du Premier ministre nigérien, Ali Mohamed Al Amine Zein, d'une visite en Algérie, qualifiant les développements de «provocation».

Ces déclarations ont également été largement relayées par des médias d'Afrique de l'Est, à l'instar du site kényan «Kenya News».

Les couvertures médiatiques ne se sont pas limitées au dossier nigérien. La plateforme «Al Araby Al Jadeed» a également rapporté les déclarations du président de la République concernant la création, par certains pays, d'entités et de groupes armés dans la région, ainsi que ses positions sur la situation au Mali.

La même plateforme a également abordé les déclarations du président de la République concernant la question du Sahara occidental, mettant en avant sa confirmation que l'Algérie s'en tient à ce que décide le peuple sahraoui et refuse qu'une quelconque décision lui soit imposée. S'agissant des relations

algéro-émiraties, «Al Araby Al Jadeed» a mis en avant l'affirmation par le président de la République que la décision de rompre les relations diplomatiques avec les Emirats arabes unis était «irréversible», tandis que le journal saoudien «Aajeeel» a publié un article intitulé «Tebboune : l'Algérie ne reviendra pas sur sa décision de rompre les relations avec les Emirats», mettant l'accent sur sa confirmation que l'Algérie ne reviendra pas sur cette décision.

Sur un autre volet de l'entretien, le quotidien égyptien «Al Shorouk» a évoqué l'affirmation du président de la République selon laquelle «les navires algériens traversent le détroit d'Ormuz sans problèmes», ainsi que son affirmation qu'il n'existe pas de refroidissement dans les relations algéro-russes et que l'Algérie reste attachée aux relations d'amitié qui la lient à la Russie, aux Etats-Unis et à la Chine, tout en «se tenant à équidistance de tous».

Ces différentes couvertures médiatiques reflètent l'écho suscité par les positions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant les principales questions régionales et internationales, ainsi que la vision de l'Algérie et ses orientations face aux développements internationaux.

R.N.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

La production locale des compléments alimentaires moteur de valeur ajoutée

La production locale des compléments alimentaires s'est imposée ces dernières années comme l'un des segments les plus dynamiques de l'industrie nationale, incarnant une transition stratégique vers une économie de la valeur ajoutée, de la souveraineté sanitaire et de la création d'emplois qualifiés. Autrefois dépendante quasi exclusivement de l'importation, la filière a connu une véritable mutation grâce à l'émergence d'un tissu de producteurs nationaux qui ont investi dans des unités de fabrication modernes, conformes aux normes internationales de bonnes pratiques de fabrication. Cette dynamique a permis non seulement de réduire la facture d'importation, mais surtout de générer une valeur ajoutée substantielle au sein même de l'économie nationale, à travers la transformation locale des matières premières, l'intégration progressive des intrants et le développement d'une expertise scientifique algérienne en matière de formulation et de recherche et développement. Aujourd'hui, chaque boîte de complément alimentaire produite en Algérie représente des emplois directs dans les usines, des emplois indirects chez les fournisseurs d'emballages, de services logistiques et de distribution, et une contribution directe au produit intérieur brut hors hydrocarbures que les pouvoirs publics s'attachent à promouvoir.

C'est dans ce contexte de croissance prometteuse que s'inscrit la volonté des pouvoirs publics de renforcer l'encadrement et l'organisation du secteur. Une démarche saluée par l'Association Nationale des Producteurs de Compléments Alimentaires, l'APACA, qui réaffirme son soutien total à la mise en place d'une réglementation claire et rigoureuse. Pour les producteurs, réglementer est une nécessité absolue pour mieux organiser le marché, renforcer la qualité et la traçabilité des produits et, avant tout, garantir une protection optimale du consommateur face à un marché mondial parfois exposé à des produits non conformes. Une réglementation forte est perçue comme un gage de crédibilité qui permettra à la production nationale de gagner la confiance du citoyen et de s'ouvrir à terme aux marchés d'exportation.

Toutefois, l'APACA attire l'attention sur un pilier fondamental de l'équilibre actuel de la filière qui doit être préservé dans le futur cadre réglementaire, à savoir le maintien du système actuel de distribution mixte. La force du modèle algérien repose en effet sur la complémentarité de deux circuits qui ont su coexister et se renforcer mutuellement, le circuit pharmaceutique qui occupe naturellement une place essentielle et légitime, et le circuit parapharmaceutique qui s'est développé au fil des années en fonction des spécificités mêmes du marché des compléments alimentaires. Il ne s'agit pas d'opposer ces deux réseaux mais de reconnaître que leur coexistence constitue une véritable force pour la filière, chaque acteur apportant son expertise et sa présence de terrain pour répondre aux besoins spécifiques du produit et du consommateur.

Pour l'association des producteurs, réglementer ne doit en aucun cas signifier exclure ni créer une situation de monopole de distribution. L'objectif doit être de définir clairement les conditions d'exercice de l'activité, les responsabilités et les exigences de qualité et de stockage applicables à chaque intervenant, afin de bâtir un système structuré, sécurisé et soumis au contrôle des autorités, tout en préservant l'efficacité de la couverture nationale. Les distributeurs parapharmaceutiques ne sont pas de simples livreurs, ils représentent un maillon historique qui a accompagné le développement de la filière depuis ses débuts. Grâce à leur spécialisation, ils accordent une priorité de plus de soixante-dix pour cent à la distribution des compléments alimentaires, accompagnent les producteurs dans le lancement de leurs nouvelles marques quelle que soit leur taille, y compris les jeunes entreprises innovantes qui n'auraient pas pu accéder au marché sans leur soutien, et garantissent la rapidité et la continuité de l'approvisionnement sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les wilayas les plus éloignées. Ce rôle s'est révélé crucial durant la crise sanitaire liée à la Covid-19, où ce réseau a démontré une résilience exceptionnelle en contribuant à assurer la continuité de l'approvisionnement dans des conditions particulièrement difficiles. Supprimer l'un des deux circuits reviendrait à fragiliser un équilibre construit progressivement et patiemment aux côtés des producteurs, à réduire les capacités de couverture du marché, à affecter la disponibilité des produits et, in fine, à freiner le développement d'une filière nationale dont une partie importante de l'équilibre repose précisément sur cette complémentarité. La préservation du système mixte est donc une condition sine qua non pour que la production locale puisse continuer à créer de la valeur ajoutée, à investir et à innover. L'APACA appelle ainsi à une concertation qui tienne compte des réalités du terrain et confirme sa pleine disponibilité à contribuer au dialogue pour aboutir à un cadre qui assure à la fois une organisation durable du marché, la protection du consommateur par des produits de haute qualité et le maintien de l'efficacité des circuits existants, afin de consolider ce secteur économique prometteur et stratégique pour l'économie nationale.

R.N.

APPEL D'OFFRES ALGÉRIEN 2026 SUR LES HYDROCARBURES

L'Algérie ne cherche plus de simples investisseurs, mais de véritables partenaires technologiques

L'Algérie s'affirme aujourd'hui comme l'une des destinations d'investissement les plus prometteuses du bassin méditerranéen et africain, offrant un environnement des affaires profondément réformé où l'opportunité rime avec partenariat durable.

Au-delà de ses immenses réserves en hydrocarbures, le pays propose une vision nouvelle de la coopération énergétique, fondée sur cinq piliers stratégiques mis en avant par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab : l'expertise, l'efficacité opérationnelle, l'innovation, la promotion du contenu local et la formation des compétences. En appelant les entreprises, les investisseurs et les opérateurs de services et d'ingénierie à saisir les opportunités de l'appel d'offres algérien 2026, lors de l'ouverture de la 14e édition du NAPEC, le ministre a souligné que l'Algérie ne cherche plus de simples investisseurs, mais de véritables partenaires technologiques. Grâce à la loi 19-13 relative aux hydrocarbures, le cadre est devenu plus attractif et incitatif, ouvrant la voie à l'adoption de technologies de pointe comme la récupération assistée pour optimiser l'exploitation des ressources. C'est une invitation à co-construire l'avenir : partager son savoir-faire pour gagner en efficacité opérationnelle, apporter l'innovation pour augmenter la rentabilité des gisements, tout en s'engageant à développer le contenu local et à former une jeunesse algérienne qualifiée, au cœur de la stratégie de souveraineté énergétique nationale.

Le ministre d'Etat a indiqué que l'appel d'offres algérien 2026 constitue, après le succès enregistré par l'appel d'offres algérien 2024, une étape importante pour ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement et de partenariat, dans un cadre compétitif, transparent et orienté vers le long terme.

Dans ce contexte, M. Arkab a appelé les différents acteurs du secteur à établir des partenariats fondés sur l'échange d'expertise et la valorisation des technologies modernes, tout en renforçant le contenu local et en développant les compétences nationales.

Les offres relatives à l'appel d'offres algérien 2026 devront être présentées en janvier 2027, tandis que la signature des contrats est prévue en mars de la même année.

ADJAL : « L'ALGÉRIE MISE SUR L'HYDROGÈNE POUR CONSTRUIRE UNE CHAÎNE DE VALEUR NATIONALE ET RENFORCER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE »

De son côté, le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a affirmé que l'Algérie misait sur le développement de l'hydrogène renouvelable et la mise en place d'une chaîne de valeur nationale intégrée dans ce domaine, afin de renforcer ses capacités industrielles et technologiques et d'accompagner sa transition vers un système énergétique plus durable.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture de la 14e édition du NAPEC 2026, Adjal a expliqué que le développement de la filière hydrogène nécessite d'investir dans l'ensemble de ses maillons, depuis la production d'énergie et la fabrication des équipements jusqu'à l'électrolyse, la pro-

duction, le stockage et le transport de l'hydrogène. Le ministre a également insisté sur l'importance de renforcer les investissements dans la recherche et développement, l'innovation et la formation des compétences, afin de consolider les capacités nationales, de maîtriser les technologies liées à l'hydrogène et de favoriser l'émergence d'une nouvelle dynamique industrielle et technologique.

Dans ce contexte, il a mis en avant l'importance stratégique du Corridor Sud de l'hydrogène, reliant l'Afrique du Nord à l'Europe, le qualifiant de levier d'intégration régionale et euro-méditerranéenne et de renforcement de la sécurité et de la diversification des approvisionnements énergétiques. Il a rappelé, à ce propos, que l'Algérie, la Tunisie, l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne ont signé, le 1er octobre dernier, la « Déclaration ministérielle d'Alger » relative à ce projet.

Adjal a également évoqué le projet d'Alliance algéro-européenne pour l'hydrogène « ALTEH2A », précisant que les premiers résultats de l'étude de faisabilité devraient être disponibles en 2027.

Le ministre a souligné que le développement de la filière hydrogène s'inscrit dans une vision plus large de la transition énergétique, fondée sur le développement des énergies renouvelables, notamment solaire et éolienne, ainsi que sur la valorisation des compétences et des capacités industrielles et technologiques nationales.

ABDELKADER CHERFAOUI : « L'ALGÉRIE DISPOSE DE SOLIDES ATOUTS POUR ATTIRER DES INVESTISSEMENTS À LONG TERME DANS LE SECTEUR DES HYDROCARBURES »

Le président de l'Agence nationale pour la valorisation des hydrocarbures (ALNAFT), Abdelkader Cherfaoui, a souligné, de son côté, que l'Algérie dispose de solides atouts pour attirer des investissements à long terme dans le secteur des hydrocarbures.

Dans une allocution prononcée à l'occasion, M. Cherfaoui a indiqué que "l'Algérie dispose de solides atouts pour attirer des investissements à long terme dans le secteur des hydrocarbures, notamment grâce à son important potentiel dans le domaine de l'amont, à la diversité de son domaine minier, à son expertise et à ses infrastructures reconnues, ainsi qu'à sa position stratégique à proximité des principaux marchés".

Il a expliqué que cette dynamique se concrétise notamment à travers l'appel international "Algeria Bid Round 2026", lancé par ALNAFT afin d'ouvrir la voie à l'investissement et à l'exploration dans le domaine des hydrocarbures, une initiative qui a suscité un intérêt marqué auprès des compagnies internationales.

A ce titre, le responsable a indiqué que près de 60 entreprises avaient manifesté leur intérêt pour cette initiative, tandis que la moitié d'entre elles avaient effectivement accédé aux données techniques et aux salles de données virtuelles mises à leur disposition depuis le 1er juin dernier. Il a considéré cet engouement comme un indicateur concret de l'attractivité des opportunités offertes dans le secteur de l'amont en Algérie.

Il a également souligné que cette initiative s'inscrit dans une dynamique plus large visant à valoriser le domaine minier national et à renforcer la position de l'Algérie en tant que destination stratégique pour les investissements dans l'amont pétrolier et gazier. M. Cherfaoui a précisé qu'il ne s'agit pas seulement de promouvoir les opportunités d'investissement, mais également de s'engager en tant que partenaire



institutionnel fiable de l'industrie internationale, à travers la facilitation du dialogue, le soutien à l'investissement, la promotion de l'innovation et du transfert de technologies, ainsi que l'accompagnement de la transformation du potentiel en investissements et des investissements en profits.

Il a indiqué que cette approche repose sur quatre principes : la transparence, la compétitivité, la confiance et le partenariat.

LA VALEUR AJOUTÉE ÉNERGÉTIQUE REPOSE SUR LA COMPLÉMENTARITÉ ENTRE LES DIFFÉRENTES SOURCES D'ÉNERGIE

Le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini, a affirmé, ce lundi à Oran que le concept de "valeur ajoutée énergétique" repose sur le dépassement de l'approche fondée sur la substitution des sources d'énergie, au profit d'une approche basée sur leur complémentarité, dans un contexte marqué par la complexité des marchés mondiaux de l'énergie et la croissance continue de la demande.

M. Remini a expliqué, lors de l'ouverture de la 14e édition du Salon et Conférence africain et méditerranéen de l'énergie et de l'hydrogène (NAPEC), que le défi consiste à combiner intelligemment, avec réalisme, responsabilité et efficacité, le pétrole, le gaz et les énergies renouvelables, tout en mobilisant les différentes sources d'énergie et en assurant leur production, leur transport et leur consommation. Il a ajouté que cette approche signifie, pour l'Algérie et l'Autorité de régulation des hydrocarbures, de développer les ressources pétrolières et gazières en complémentarité et en harmonie avec les énergies renouvelables et les technologies propres. Le même responsable a également souligné que l'Algérie dispose d'atouts, notamment la stabilité, la modernisation de l'Autorité de régulation des hydrocarbures et la qualité du climat des affaires, ce qui en fait une destination sur laquelle les investisseurs peuvent compter à court, moyen et long termes.

Il a, par ailleurs, renouvelé la disponibilité de l'ARH à accompagner les opérateurs et les investisseurs afin de garantir la réussite des nouveaux projets, de contribuer à la sécurité d'approvisionnement des marchés mondiaux de l'énergie et de bâtir un avenir énergétique plus sûr, compétitif et durable. M. Remini a souligné que l'Algérie, forte de sa stabilité, de sa vision et de la solidité de ses partenariats, demeure un acteur fiable et tourné vers l'avenir dans le domaine de l'énergie, soulignant la poursuite du travail avec les partenaires pour relever les défis actuels et se préparer à ceux de demain. Il a éga-

lement salué l'importance du NAPEC en tant que rendez-vous réunissant la communauté énergétique et des hydrocarbures d'Afrique du Nord, de la région méditerranéenne et au-delà.

WARREN MURDOCK : « LE PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE ALGÉRO-AMÉRICAIN FACE À UNE OPPORTUNITÉ STRATÉGIQUE »

Le président de la Chambre de commerce américaine en Algérie, Warren Murdock, a affirmé que la conjoncture actuelle offre une opportunité stratégique pour renforcer le partenariat énergétique entre l'Algérie et les Etats-Unis, dans un contexte marqué par les transformations du marché mondial de l'énergie et le retour de la sécurité énergétique au premier rang des priorités.

M. Murdock a expliqué, dans une allocution prononcée lors de la 14e édition du Salon et Conférence sur l'énergie et l'hydrogène pour l'Afrique et le bassin méditerranéen (NAPEC 2026), que l'Algérie représente une "destination d'importance stratégique pour les investisseurs américains", compte tenu de ses potentialités énergétiques, de sa position géographique et de son ambition de développer le secteur de l'énergie.

Il a indiqué que l'importance de l'Algérie réside notamment dans le fait qu'elle est un important producteur de gaz et un fournisseur du marché européen, en plus de ses importantes ressources énergétiques, rappelant que les relations entre les entreprises américaines et le groupe Sonatrach remontent à plusieurs décennies.

Il a également souligné que l'attractivité de l'Algérie pour les investisseurs repose sur l'importance de ses ressources énergétiques, un climat et des conditions d'investissement attractives, une position géographique stratégique, ainsi que la présence d'un partenaire affichant une ambition claire de développer le secteur.

Le même responsable a mis en avant l'importance de la position géographique de l'Algérie en tant que trait d'union entre l'Afrique et l'Europe, soutenue par des infrastructures de gaz naturel liquéfié et des réseaux directs de transport de gaz, estimant que ces atouts sont en adéquation avec l'évolution des besoins des marchés européens.

M. Murdock a, par ailleurs, évoqué un ensemble de capacités offertes par les entreprises américaines, notamment dans le domaine technologique, soulignant que ces capacités rejoignent les priorités de l'Algérie dans le secteur de l'énergie, ouvrant ainsi la voie à des partenariats à long terme fondés sur l'investissement, le transfert d'expertise et de technologie.

Hamza B.

A L'OCCASION DE L'INSTALLATION DU GÉNÉRAL-MAJOR HADDAD NOUREDDINE À LA TÊTE DE LA 1^{RE} RÉGION MILITAIRE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha salue les résultats probants réalisés dans la lutte contre les résidus terroristes et d'éliminer de nombreux criminels

Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, le Général d'Armée Saïd CHANEGRIHA, ministre délégué auprès du ministre de la Défense Nationale, Chef d'état-major de l'Armée Nationale Populaire, a supervisé hier, à Blida, la cérémonie d'installation officielle du Général-Major HADDAD Noureddine, dans les fonctions de Commandant de la 1^{ère} Région Militaire, en remplacement du Général-Major SIDANE Ali.



A l'entame et après la cérémonie d'accueil, à l'entrée du Commandement de la Région, le Général d'Armée a observé un moment de recueillement à la mémoire du Chahid et héros «M'hammed BOUGARA», Commandant de la wilaya IV historique, dont le siège du commandement porte son nom, et déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha à sa mémoire et à celle de nos valeureux martyrs. Monsieur le Général d'Armée a procédé, à l'is-

sue, à l'inspection des carrés des cadres et personnels du siège du Commandement, alignés au niveau de la place d'arme, avant d'annoncer par la suite l'installation officielle du nouveau Commandant de la 1^{ère} Région Militaire : «Au Nom de Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale et conformément au décret présidentiel du 1er octobre 2026, j'installe officiellement le Général-Major HADDAD Noureddine, dans les fonctions de Commandant de la 1^{ère} Région Militaire, en remplacement du Général-Major SIDANE Ali. A cet effet, je vous ordonne de travailler sous son autorité et d'exécuter

ses ordres et instructions dans l'intérêt du service, conformément au règlement militaire et aux lois républicaines en vigueur, et par fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre Glorieuse Révolution». Monsieur le Général d'Armée a présidé, par la suite, la cérémonie de passation du drapeau national. Après la signature du procès-verbal de passation de pouvoir, Monsieur le Général d'Armée a tenu une rencontre avec les cadres et les personnels du Commandement de la 1^{ère} Région Militaire, où il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée par visioconférence à toutes les unités de la Région, dans laquelle il a souligné la nécessité de fournir

davantage d'efforts dévoués tant dans le domaine de la préparation au combat, que dans la lutte antiterroriste et le crime organisé : «Le Haut Commandement de l'Armée Nationale Populaire accorde un intérêt particulier à la 1^{ère} Région Militaire, compte tenu de ses spécificités par rapport aux autres Régions Militaires. Ainsi, et afin que les efforts déployés au sein de cette Région sensible soient effectivement fructueux et se traduisent concrètement sur le terrain, il vous appartient d'accorder toute l'attention et l'intérêt nécessaires à la poursuite de l'effort de préparation du corps de bataille, pour assurer une disponibilité permanente à même de faire face

à toute éventualité et une adaptation optimale aux diverses circonstances et évolutions. Aussi, il est impératif de poursuivre, avec persévérance et efficacité, les efforts de lutte contre le terrorisme, le narcotrafic et les crimes connexes, contribuant ainsi à consolider la sécurité et la stabilité dans l'ensemble du territoire de cette importante Région». Monsieur le Général d'Armée a salué, à cette occasion, les résultats probants réalisés au niveau du territoire de la Région dans la lutte contre les résidus terroristes, à travers des opérations de qualités ayant permis d'éliminer de nombreux criminels : «Dans ce contexte, je tiens à saluer les résultats positifs obtenus dans la lutte contre les résidus terroristes, grâce à des opérations de qualité ayant permis d'éliminer de nombreux criminels, de mettre en déroute ces groupuscules égarés, traîtres à la nation et de mettre en échec leurs desseins ignobles, visant à porter atteinte à la sécurité des citoyens. » A l'issue de la rencontre, Monsieur le Général d'Armée a écouté les interventions et préoccupations des cadres et personnels de la 1^{ère} Région Militaire. En marge de la cérémonie d'installation, Monsieur le Général d'Armée, Ministre Délégué auprès du Ministre de la Défense Nationale, Chef d'état-Major de l'Armée Nationale Populaire a inauguré l'hôtel des cadres de la Région, où il a visité ses infrastructures et équipements.

R. N.

AFFAIRES DE TRAFIC DE STUPÉFIANTS ET DE PSYCHOTROPES

Le tribunal criminel près la Cour d'Alger prononce les premières condamnations à la peine de mort

Le tribunal criminel près la Cour d'Alger a prononcé les premières condamnations à la peine de mort, en application de la loi 25-03 du 1er juillet 2025 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes. Les condamnations à la peine de mort ont été prononcées à l'encontre de trois (3) accusés présents à l'audience et de six (6) accusés par contumace, dans des affaires de trafic de cocaïne (113 kg) et de 225.030 comprimés de Prégabaline. Les accusés étaient poursuivis pour importation, transport, chargement, stockage et détention, en vue de la vente, de drogues dures et de substances psychotropes, dans le cadre d'un groupe criminel organisé, dans le but de porter atteinte à la sécurité nationale et de troubler l'ordre et la sécurité publics, ainsi que pour contrebande, usurpation d'identité, immigration clandestine, séjour irrégulier et blanchiment d'argent.

R. N.

L'EXPERT EN ÉCONOMIE, NAZIM SINI À LA RADIO ALGÉRIENNE :

«Il faut traquer les cartels des spéculateurs»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a soulevé plusieurs points face aux représentants des médias en évoquant la lutte contre l'inflation et la préservation du pouvoir d'achat tout en annonçant la revalorisation des salaires dans la Fonction publique, entérinée dans la Loi de finances 2027, adoptée en Conseil des ministres dimanche. Intervenant à l'émission «L'invité du jour», de la Chaîne 3, de la Radio algérienne, l'expert en économie, Nazim Sini est longuement revenu sur l'entrevue télévisée de M. Abdelmadjid Tebboune et y faisant une lecture d'expert de la chose économique. L'invité de la rédaction a averti en déclarant qu'« Un accent est donc mis sur la lutte contre l'inflation et la préservation du pouvoir d'achat à travers l'augmentation des salaires dans la Fonction publique afin de maîtriser, voire calibrer, ces augmentations pour éviter, éventuellement, un choc inflationniste ». L'intervenant explique qu'« augmenter trop de fois les salaires peut entraîner, selon des théories économiques le risque d'une inflation supplémentaire. » Cela intervient, dit-il, dans un contexte où de nombreux pays où le pouvoir d'achat est grignoté par une inflation liée essentiellement à l'énergie



comme en Europe, qui est un importateur net d'hydrocarbures, c'est pourquoi cette augmentation est programmée dans le temps. L'expert en économie a suggéré une « double action », en ce sens «d'augmenter les salaires et accentuer le contrôle des prix de certains fruits et légumes tant les prix à la base sont très bas, multipliés, a-t-il rappelé, par le nombre d'intermédiaires spéculatifs possibles.

SÉVIR CONTRE LES CARTELS D'INTERMÉDIAIRES

L'expert, a également évoqué la pratique anticoncurrentielle qui a la vocation d'empêcher, de restreindre ou fausser le jeu de

la concurrence sur le marché, en déclarant qu'"il faut désormais que l'Etat sévise au niveau des semi-grossistes où se multiplient des pratiques anti concurrentielles, en forme de cartels qui se mettent d'accord sur un prix fixe d'un produit donné et on a beau changer de fournisseur à un prix concurrentiel." C'est là justement, insiste l'intervenant, qu'il faut "un contrôle systématique et régulier pour combattre le phénomène sévèrement avec des sanctions dissuasives". Et c'est à partir d'une interconnectivité entre les différents services de contrôle qu'on peut arriver à bout des pratiques frauduleuses, a-t-il conclu.

Saïd Ben

OUUM EL BOUAGHI, EL TARF ET SÉTIF :

Des actions de sensibilisation à la prévention du cancer du sein

Plusieurs wilayas de l'Est du pays ont mené des actions de sensibilisation pour promouvoir le dépistage précoce de ce type de cancer, dans le cadre de la célébration d'Octobre Rose (prévention du cancer du sein), selon des responsables du secteur de la santé dans les wilayas d'Oum El Bouaghi, d'El Tarf et de Sétif.

La direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Oum El Bouaghi a lancé un programme prévoyant une série d'activités à travers toutes les structures hospitalières publiques et privées, a indiqué la responsable du service de la prévention, Amira Hakem.

Cette responsable a souligné



que des journées de sensibilisation sont organisées dans tous ces établissements, donnant lieu à des dépistages pour détecter cette maladie, conformément aux instructions du ministère de tutelle.

Elle a ajouté que chaque établissement de santé a élaboré un programme spécifique, en fonction des particularités de chaque région, et défini les jours de dépistage, avant de souligner que des équipes composées de médecins généralistes et spécialistes, de psychologues, de sage-femmes et d'infirmiers supervisent cette opération.

Le programme lancé par la DSP de la wilaya d'El Tarf, sous le

slogan "Tous unis contre le cancer du sein", comprend, selon le directeur du secteur, Athmane Kerouani, des opérations de dépistage précoce du cancer du sein dans l'ensemble des établissements publics hospitaliers ainsi que les polycliniques des 24 communes de la wilaya.

Des journées portes ouvertes pour sensibiliser à la maladie et aux méthodes de prévention, seront également organisées, a-t-il ajouté.

Des caravanes médicales, encadrées par des médecins, des infirmiers, des sage-femmes et des psychologues, seront également mises sur pied pour sillonner les

régions rurales, en plus de l'organisation de sorties dans les écoles pour diffuser la culture de la prévention parmi les élèves et le personnel éducatif, en plus d'émissions radiophoniques locales sur le cancer du sein, selon la même source.

Il est également prévu des journées de formation au profit des médecins et des sage-femmes, portant sur les méthodes les plus récentes de dépistage précoce afin de renforcer leurs capacités à traiter les cas suspects et à prendre rapidement en charge les patientes.

L'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) de lutte contre

les maladies cancéreuses de Sétif a ouvert ses portes aux femmes de tous âges depuis le début du mois en cours pour sensibiliser à la nécessité du dépistage précoce du cancer du sein, a indiqué la directrice de cette structure, Nadjet Akhnak, qui a souligné, dans une déclaration à l'APS, que l'initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir la culture du dépistage précoce du cancer du sein et à fournir des conseils et un soutien médical aux différentes catégories de la société en général et aux femmes en particulier afin de prévenir cette maladie et de la détecter précocement pour augmenter les chances de guérison.

L'initiative donnera lieu, selon la même source, à des auscultations médicales au profit des femmes souhaitant bénéficier d'examen gratuits, et à l'enseignement des méthodes d'auto-palpation pour la connaissance de ses seins et le repérage d'une anomalie.

Mme Akhnak a également précisé que l'initiative s'adresse aussi aux élites médicales et aux universitaires intéressées par la recherche scientifique et le bénévolat en santé, ce qui pourrait, selon elle, contribuer à sensibiliser à l'importance de la prévention et du dépistage précoce de cette maladie, ainsi qu'à renforcer la participation communautaire en matière de lutte.

RENTREE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS L'EST DU PAYS

Création de spécialités adaptées aux besoins du marché du travail

Les établissements de formation professionnelle des wilayas de l'Est du pays ont accueilli des milliers de stagiaires et d'apprentis dans le cadre de la rentrée d'octobre 2026, marquée par l'introduction de nouvelles spécialités adaptées aux besoins du marché du travail.

A Constantine, le wali Kamel Eddine Kerbouche a présidé, au Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) Mohamed-Arfaoui la cérémonie de rentrée de cette nouvelle session au cours de laquelle des conventions de partenariat ont été signées entre la direction de la formation professionnelle et plusieurs autres secteurs. Les responsables du secteur ont indiqué, lors de cette cérémonie, au cours de laquelle les meilleurs stagiaires des sessions précédentes ont été honorés, que la rentrée d'octobre 2026 s'est caractérisée par l'ouverture de 12.296 nouveaux postes pédagogiques, pour les différents types de formation, ainsi que par l'introduction de 11 nouvelles spécialités parmi lesquelles "la production textile", "le traitement industriel", "les systèmes et réseaux informatiques", "la cybersécurité" et la formation d'agents de l'administration publique.

Dans la wilaya de Jijel, plus de 4.300 stagiaires et apprentis ont intégré les établissements du secteur, où 20 nouvelles spécialités ont été introduites afin de répondre au mieux aux besoins du marché local du travail et à la dynamique économique que connaît cette wilaya. A Khenchela, le wali, Salim Harizi, a présidé, au CFPA Ferroudj-Tahar de la commune d'Aïn Touila, la cérémonie de lancement de cette session qui a vu l'inscription de plus de 5.600 nouveaux stagiaires dans 26 établissements de formation, tandis que dix nouvelles filières ont été introduites. En marge de la cérémonie, plusieurs conventions ont été paraphées entre la direction de la formation et de l'enseigne-

ment professionnels, la direction des services agricoles (DSA), la direction du tourisme et de l'artisanat, la chambre de l'agriculture, la commune d'Aïn Touila et l'entreprise régionale "Aurès Propreté". A El Tarf, les autorités de la wilaya ont supervisé l'ouverture de la nouvelle session à partir du CFPA "Moudjahid défunt Hamdi-Nouar", au chef-lieu de wilaya. La directrice du secteur, Samira Benelmadjat a indiqué, à cette occasion, que 7.033 stagiaires, dont 4471 nouveaux, ont rejoint 19 établissements de formation au cours de cette rentrée marquée par l'introduction de 17 nouvelles spécialités. Dans la wilaya de Souk Ahras, la nouvelle session de formation, dont la cérémonie d'ouverture s'est tenue au CFPA Zighoud-Youcef, au chef-lieu de wilaya. Cette session d'octobre a vu l'arrivée de pas moins de 3.588 nouveaux stagiaires répartis à travers 16 centres et quatre instituts nationaux Spécialisés (INSFP). Cette rentrée a été marquée par l'introduction de 13 nouvelles spécialités et la signature par le secteur de trois accords de partenariat et de coopération avec les secteurs de la jeunesse et des sports, de l'agriculture, ainsi qu'avec la direction des œuvres universitaires, concernant le domaine du transport et la formation des employés de cette direction, selon les déclarations de Messaoud Benoudina, directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya. A Skikda, le wali, Saïd Akhrouf, a donné le coup d'envoi de la session d'octobre au nouvel INSFP de Bouzaaroura, dans la commune de Filfila, qui a été inauguré pour l'occasion. Le directeur du secteur, Nabil Lout, rappelant que 7.463 postes de formation sont ouverts, a fait part de la création de 20 nouvelles spécialités, telles que la cybersécurité, l'installation de fibres optiques, l'hôtellerie (option gestionnaire d'hôtel), la distribution de produits pharma-

ceutiques et technicien supérieur en génie civil. Le coup d'envoi de la nouvelle session de formation a également été donné dans la wilaya de Batna, plus précisément dans la commune de T'kout, au CFPA Chaâbani-Boubaker, sous la supervision du wali, Riadh Benahmed. Plus de 8.200 postes de formation sont ouverts pour cette session qui se distingue par l'ouverture de 16 nouvelles spécialités, selon le directeur par intérim du secteur, Cherif Djeghaba qui a aussi rappelé que la wilaya compte 53 établissements de formation. Dans la wilaya de M'sila, les établissements du secteur ont accueilli, selon le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Smaïl Mokhtari, 8.335 nouveaux stagiaires.

A Bordj Bou Arreridj, ce ne sont pas moins de 6.005 postes pédagogiques qui sont offerts, avec création de 25 nouvelles spécialités telles que "le marketing électronique", "l'installation et la maintenance des systèmes d'alarme", "la gestion hôtelière", "l'électronique automobile" et "la conduite des machines agricoles".

Des spécialités, a-t-on affirmé, visant à diversifier l'offre de formation et à répondre aux besoins du marché du travail, renforçant ainsi les opportunités d'insertion

professionnelle et d'entrepreneuriat pour les jeunes.

A Ouled Djellal, où le wali, Abderrahmane Dehimi, a supervisé l'ouverture de la nouvelle rentrée professionnelle au CFPA Abderrahmane-Talbi, le directeur du secteur, Tahar Talbi, a déclaré à l'APS que les places pédagogiques réservées à cette session dépassent les 1.641 postes répartis sur 53 spécialités.

Les lauréats des Olympiades des métiers qui se sont récemment déroulées dans la wilaya de Sétif ont également été honorés à cette occasion.

La wilaya de Mila a enregistré l'arrivée de 6.837 nouveaux stagiaires et apprentis dans les établissements du secteur, a-t-on appris en marge de la cérémonie organisée à cette occasion au CFPA Martyrs Ahmed et Tayeb Boukazoula de la commune de Grarem-Gouga.

Dans la wilaya de Biskra, où la cérémonie organisée pour la rentrée s'est tenue à l'Institut de l'enseignement professionnel Ali-Meziani, 5.050 nouveaux stagiaires ont rejoint les établissements du secteur, tandis que 19.882 inscrits ont été comptabilisés dans la wilaya de Sétif.

MESSAÂD :

Sayoud préside la cérémonie d'installation de Brahim Ouadi en tant que wali

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé la cérémonie d'installation de M. Brahim Ouadi en qualité de wali de Messaâd, dans le cadre du mouvement partiel dans le corps des walis, des walis délégués et des secrétaires généraux de wilaya décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La cérémonie d'installation s'est déroulée à la salle des conférences "Tahar-Balakef", à Messaâd, en présence du wali de la wilaya de Djelfa, M. Djahid Mous, ainsi que des autorités locales, sécuritaires et militaires, des élus, des notables de la région et des acteurs de la société civile.

COMMISSION DES NATIONS UNIES

Un soutien fort et renouvelé au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

La question sahraouie a bénéficié d'un fort soutien international lors des travaux de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) de l'Assemblée générale des Nations Unies, plusieurs pays ayant réaffirmé le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et appelé au respect de la légalité internationale et à la mise en œuvre des résolutions pertinentes de l'ONU.



Lors de l'examen des points relatifs à "l'élimination du colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations" et à "l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux", plusieurs pays ont réaffirmé leur soutien de principe au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a rapporté l'agence de presse sahraouie SPS.

La Namibie a rappelé que le Sahara occidental constitue le dernier territoire colonisé d'Afrique, insistant sur la responsabilité des Nations Unies de promouvoir une solution juste et durable à la question, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes relatives à la décolonisation et au droit à l'autodétermination.

Elle a exprimé son soutien au mandat de la Mission des Nations

Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et à la tenue d'un référendum sous l'égide de l'ONU dans le territoire, permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination, appelant à la pleine mise en œuvre des différentes résolutions du Conseil de sécurité et de l'Union africaine.

De son côté, l'Afrique du Sud s'est déclarée "profondément préoccupée" par la situation du peuple du Sahara occidental, affirmant que son droit à l'autodétermination revêt une importance capitale et que la légalité internationale et le droit international doivent constituer le fondement de la solution au Sahara occidental.

Cuba a, pour sa part, exprimé sa solidarité avec le peuple du Sahara occidental, privé depuis longtemps de leur droit à l'autodétermination, faisant part de sa profonde préoccupation de voir le Sahara occidental demeurer le dernier territoire soumis au colonialisme en Afrique. Elle a appelé à une solution politique juste, durable et mutuellement accepta-

ble, permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 de l'Assemblée générale.

Le Zimbabwe a renouvelé son soutien de principe au droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, soulignant que celui-ci demeure privé de son droit de déterminer librement son statut politique, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes de l'ONU et de l'UA.

Le Mexique a également renouvelé sa solidarité avec le principe de l'autodétermination du peuple sahraoui, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ainsi que son soutien aux bons offices de l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, soulignant l'importance de voir les efforts onusiens aboutir à une solution politique juste et durable à la question. Il a reconnu la contribution de la MINURSO au renforcement de la stabilité régionale.

L'Angola a relevé que le Sahara occidental demeure le seul territoire inscrit sur la liste des Nations Unies des territoires non autonomes, soulignant que le règlement définitif de la question doit être conforme aux buts et principes de la Charte, et garantir au peuple sahraoui l'exercice de son droit à l'autodétermination.

Elle a insisté sur la nécessité de relancer la dynamique politique, de préserver les canaux de communication et de créer les conditions propices à des négociations constructives, tout en poursuivant le soutien des acteurs régionaux, notamment l'UA, au processus conduit sous l'égide des Nations Unies.

De son côté, la Russie a réaffirmé la responsabilité des Etats membres, en tant que membres responsables de la communauté internationale, à l'égard des peuples du Sahara occidental et d'autres peuples dans leur lutte pour exercer leurs droits inaliénables, tels que consacrés par la Charte des Nations Unies et la résolution 1514 de l'Assemblée générale.

BILAN DE LA BANQUE CENTRALE TUNISIENNE À 59,78 MILLIARDS AU 10 SEPTEMBRE

Nouveau bureau fiscal et trois concessions minières

Le JORT n°97 du 2 octobre 2026 publie la situation décennale de la Banque centrale de Tunisie arrêtée au 10 septembre, avec un total de 59,780 milliards de dinars. Comparée à la situation arrêtée au 31 août et publiée dans le JORT n°92, elle fait apparaître une diminution de 1,484 milliard de dinars, soit 2,42 %. Dans le même temps, les concours aux banques reculent de 1,238 milliard de dinars, soit plus de quatre cinquièmes de cette diminution. Le même numéro crée un bureau de contrôle des impôts à Aïn Zaghuan à compter du 1er octobre, institue trois concessions minières de 25 ans et fixe plusieurs échéances dans la santé, l'enseignement et les concours internes. L'essentiel de la situation en chiffres se présente comme suit : Le total de la situation décennale de la BCT atteint 59,780 milliards de dinars au 10 septembre ; les concours aux banques reculent de 17,8 %, à 5,720 milliards de dinars, tandis que les facilités accordées à l'Etat restent à 18,650 milliards ; un bureau de contrôle des impôts d'Aïn Zaghuan est créé à compter du 1er octobre 2026 ; trois concessions minières de 25 ans sont instituées à Kébili, Kasserine et Tataouine, la première échéance à retenir est le 23 octobre, date de clôture des candidatures à plusieurs concours internes de promotion au ministère de la Jeunesse et des Sports, dont l'ouverture est prévue à partir du 23 novembre et enfin, le Conseil de l'ISIE a approuvé le calendrier d'un nouveau vote de retrait de mandat dans une circonscription locale de la délégation d'El Aroussa, prévu le 15 novembre.

RENCONTRES AVEC DIFFÉRENTS PARTIS POLITIQUES EN LIBYE

M. Batelli informe M. al-Debeibah des résultats

Le Premier ministre du gouvernement d'union nationale, M. Abdul Hamid Debeibah, a reçu l'envoyé de l'ONU en Libye, M. Abdullah Batili, au cours duquel les derniers développements politiques dans le pays ont été passés en revue. Lors de la réunion tenue au bureau du Premier ministre à Tripoli, l'envoyé de l'ONU a informé le Premier ministre des résultats de ses rencontres avec divers partis politiques au cours de ses récents tours, au cours desquels il a souligné la nécessité de créer les conditions appropriées pour la tenue d'élections dans les plus brefs délais possible. Pour sa part, Al-Dabaiba a affirmé son soutien aux efforts de la mission de l'ONU en Libye, appréciant le rôle positif des initiatives de l'envoyé de l'ONU visant à résoudre la crise libyenne, et son soutien à la mise en œuvre d'élections conformément à des lois justes et impartiales. Au cours de la réunion, M. Batelli a transmis à Debeibah les éloges des membres du Conseil de sécurité de l'ONU pour la stabilité de la situation en Libye par rapport aux années précédentes, suite au briefing fourni par l'envoyé de l'ONU au Conseil de sécurité en août dernier.

POURPARLERS ÉCONOMIQUES AFRICAINS EN ÉGYPTE

Participation du président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Al-Mnifi

Des dirigeants africains et de hauts responsables ont discuté des moyens d'accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) lors d'une réunion de haut niveau en Égypte, à laquelle participait le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Al-Mnifi. La réunion, qui s'est tenue à New Alamein, en Égypte, a porté sur le développement du commerce et des investissements en Afrique et sur la promotion de l'intégration économique entre les pays du continent.

Les participants ont discuté du renforcement de la coordination entre les communautés économiques régionales, de l'amélioration du fonctionnement des institutions de l'Union africaine et du soutien au développement durable, selon un communiqué du Conseil présidentiel libyen.

La réunion s'est tenue lors de la huitième

réunion de coordination de mi-année de l'Union africaine et des communautés économiques régionales, à laquelle ont participé le président égyptien Abdel Fattah El-Sisi, le président du Burundi et actuel président de l'Union africaine, le président de la Commission de l'Union africaine et plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement africains.

PROMOUVOIR UN MARCHÉ AFRICAIN UNIFIÉ

Cette réunion visait à renforcer la coordination institutionnelle entre l'Union africaine et les blocs économiques régionaux, tout en harmonisant les politiques et les programmes continentaux afin de soutenir une intégration africaine plus poussée.

Les discussions ont également porté sur les efforts déployés pour établir les fondements d'un marché africain unifié et élargir les

opportunités économiques grâce à l'accroissement du commerce et des investissements intra-africains.

Le Conseil présidentiel a décrit la réunion comme une plateforme de haut niveau pour échanger des points de vue sur les questions clés auxquelles le continent est confronté et pour renforcer les partenariats entre les pays africains.

Elle a également mis en avant le principe de trouver des solutions africaines aux défis africains, tout en soutenant les efforts visant à promouvoir la stabilité, le développement et l'intégration économique.

Al-Mnifi a également assisté samedi à la séance d'ouverture du premier Forum des affaires africain à Alamein, aux côtés d'El-Sisi, d'autres dirigeants africains et de représentants de grandes entreprises et institutions.

DU TOURNANT POLITIQUE D'ABIY AHMED À LA GUERRE DU TIGRÉ, DU GERD AU SOUDAN,
DES AMBITIONS ÉMIRATIES À L'IMPLANTATION ISRAËLIENNE AU SOMALILAND

La Corne de l'Afrique devient le point de rencontre de plusieurs stratégies de puissance

Par Salah LAKOUES

Il serait dangereux de regarder la chute de Mekele comme la fin d'une guerre. Elle pourrait au contraire n'être que le début d'une nouvelle phase.

Le 4 octobre 2026, les forces gouvernementales éthiopiennes et leurs alliés ont repris le contrôle de Mekele, capitale du Tigré, après le retrait du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF). Ce succès constitue un revers majeur pour les forces tigréennes, mais il ne règle ni la question politique du Tigré, ni les antagonismes entre Addis-Abeba et ses voisins, ni surtout les rivalités qui se nouent autour du Nil, de la mer Rouge et du Soudan.

C'est précisément là que réside le danger. Car l'Éthiopie n'est plus seulement confrontée à une crise intérieure. Elle est devenue le point de convergence de trois lignes de fracture qui se rejoignent : la bataille pour l'eau du Nil, la bataille pour l'accès à la mer Rouge et la bataille pour le contrôle du Soudan. À cela s'ajoutent la compétition autour de la Somalie et du Somaliland, l'influence croissante des Émirats arabes unis et d'Israël, ainsi que les ambitions économiques et diplomatiques du Maroc sur le continent.

Autrement dit, la guerre du Tigré est désormais indissociable de la recomposition géopolitique de la Corne de l'Afrique.

DU NOBEL DE LA PAIX À LA CENTRALISATION DU POUVOIR

Pour comprendre cette évolution, il faut revenir à Abiy Ahmed.

Son arrivée au pouvoir en 2018 avait suscité un immense espoir. Ses réformes, son rapprochement avec l'Érythrée et sa volonté affichée d'ouvrir une nouvelle page dans l'histoire de l'Éthiopie lui ont valu le prix Nobel de la paix en 2019.

Mais la période qui suit le Nobel marque progressivement une inflexion politique.

Abiy Ahmed cherche de plus en plus à centraliser le pouvoir fédéral, à réduire l'autonomie des forces politiques régionales et à construire un État plus fortement contrôlé depuis Addis-Abeba. Cette évolution l'oppose frontalement au TPLF, qui avait longtemps joué un rôle déterminant dans le système politique éthiopien.

La rupture débouche en 2020 sur la guerre du Tigré.

Il faut ici éviter une confusion historique importante : le Grand



Ethiopian Renaissance Dam, le GERD, n'est pas un projet d'Abiy Ahmed. Sa construction commence en 2011, sous le gouvernement de Meles Zenawi. Mais Abiy transforme progressivement le barrage en symbole central de souveraineté nationale, de développement et d'affirmation de la puissance éthiopienne.

C'est là que la question intérieure rejoint la géopolitique régionale.

LE TIGRÉ : UNE GUERRE INTÉRIEURE DEVENUE RÉGIONALE

La guerre de 2020-2022 avait déjà montré que la crise éthiopienne dépassait largement les frontières du Tigré.

L'Érythrée était intervenue aux côtés d'Addis-Abeba. Le conflit avait entraîné des accusations croisées impliquant le Soudan et d'autres acteurs régionaux. L'accord de Pretoria de 2022 avait permis de suspendre les combats, sans résoudre toutes les causes profondes du conflit.

Quatre ans plus tard, le système s'est de nouveau fissuré.

Le 23 septembre 2026, les forces tigréennes et leurs alliés ont lancé une offensive majeure. Elles ont pris plusieurs positions stratégiques et des infrastructures aéroportuaires avant que les forces fédérales ne lancent leur contre-offensive.

Puis est venue la reprise de Mekele.

Mais l'histoire du Tigré nous enseigne justement qu'une capitale peut être conquise sans qu'une force politique et militaire soit définitivement détruite.

Le TPLF avait déjà perdu Mekele pendant la guerre précédente avant de reconstituer ses forces et de reprendre l'initiative. Aujourd'hui encore, son retrait de la capitale peut correspondre moins à une capitulation qu'à une modification de

stratégie. Le TPLF a indiqué que son administration régionale serait temporairement déplacée hors de Mekele.

La question essentielle n'est donc pas seulement : qui contrôle Mekele ?

Elle est : qui contrôle durablement le Tigré, et surtout quels acteurs régionaux ont intérêt à prolonger ou à interrompre cette guerre ?

L'ÉRYTHRÉE : LA QUESTION EXPLOSIVE DE L'ACCÈS À LA MER

C'est ici que la question maritime devient fondamentale.

L'Éthiopie est privée d'accès souverain à la mer depuis l'indépendance de l'Érythrée en 1993. Or Addis-Abeba considère désormais l'accès à la mer Rouge comme une nécessité stratégique.

Cette revendication inquiète profondément Asmara.

L'Éthiopie insiste sur le caractère économique et stratégique de cet accès. L'Érythrée y voit potentiellement une menace existentielle pour sa souveraineté, notamment autour du port d'Assab.

La crise diplomatique actuelle le démontre brutalement.

Après qu'Addis-Abeba a fermé son ambassade à Asmara et expulsé des diplomates érythréens, l'Érythrée a rompu ses relations diplomatiques avec l'Éthiopie le 1er octobre. Addis-Abeba accuse Asmara de soutenir les forces opposées au gouvernement ; l'Érythrée rejette ces accusations.

Il faut donc comprendre que la question du Tigré et celle de la mer Rouge sont désormais liées.

Une guerre dans le nord de l'Éthiopie peut rapidement devenir une guerre pour la profondeur stratégique de la mer Rouge.

LE NIL : UNE SECONDE BOMBE GÉOPOLITIQUE

À l'ouest et au nord de l'Éthiopie se trouve une autre question existentielle : le Nil.

Le GERD constitue pour Addis-Abeba un instrument de développement énergétique et un symbole de souveraineté. Pour l'Égypte, le Nil représente une question vitale.

Il ne s'agit donc pas d'une simple querelle technique sur le remplissage d'un barrage.

Derrière les discussions sur les volumes d'eau, les calendriers de remplissage et les mécanismes de gestion se trouve une question beaucoup plus profonde : qui décide du débit d'un fleuve dont dépendent plusieurs États ?

L'Égypte refuse qu'une modification unilatérale du débit du Nil puisse affecter sa sécurité hydrique. L'Éthiopie, de son côté, refuse de considérer son développement comme soumis à un droit de veto égyptien.

La confrontation est donc structurelle.

Et elle est d'autant plus importante que l'Éthiopie envisage désormais de nouveaux grands projets hydroélectriques.

La bataille de l'eau ne disparaîtra pas avec la fin d'une bataille militaire au Tigré.

LE SOUDAN : LE CHAÎNON QUI TRANSFORME UNE CRISE ÉTHIOPIENNE EN CRISE RÉGIONALE

Le Soudan constitue le troisième élément du système.

Depuis 2023, la guerre entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide a transformé le pays en l'un des principaux foyers de déstabilisation du continent.

Les frontières entre les conflits deviennent progressivement poreuses.

Le conflit soudanais fournit des espaces de circulation des armes, des combattants, des capitaux et des influences. Et il se trouve géographiquement au

contact direct de l'Éthiopie.

C'est ici qu'intervient le rôle particulièrement controversé des Émirats arabes unis.

Il ne s'agit plus seulement d'accusations politiques soudanaises.

Le Groupe d'experts de l'ONU avait considéré comme crédibles les informations faisant état d'acheminements d'armes vers les Forces de soutien rapide via Am Djarass, au Tchad, tout en rapportant le démenti des Émirats.

Amnesty International a ensuite identifié des armes chinoises sophistiquées utilisées par les RSF et a conclu qu'elles avaient très probablement été réexportées par les Émirats. L'organisation a également documenté des équipements militaires provenant des Émirats utilisés par les RSF.

En 2026, Amnesty continue de décrire les Émirats comme le principal soutien militaire, diplomatique et politique des RSF, tandis que les autorités émiraties rejettent ces accusations.

La prudence journalistique impose donc de distinguer les faits établis des accusations politiques. Mais l'accumulation des enquêtes internationales rend impossible de réduire cette question à une simple rumeur.

LES ÉMIRATS : DE LA PUISSANCE FINANCIÈRE À LA PUISSANCE GÉOPOLITIQUE

C'est ici que notre analyse de l'Axe du Mal prend tout son sens.

Les Émirats ne disposent pas de la démographie de l'Égypte, de l'armée de l'Éthiopie ou du territoire du Soudan. Leur puissance est d'une autre nature.

Elle repose sur l'argent, les ports, la logistique, l'investissement, les infrastructures, les réseaux commerciaux, les technologies de surveillance, les partenariats militaires et la capacité à intervenir indirectement dans plusieurs théâtres simultanément.

La stratégie est particulièrement visible autour de la mer Rouge et de la Corne de l'Afrique. Berbera, Somaliland, Puntland, Soudan, Éthiopie : ces espaces ne sont pas isolés. Ils appartiennent à une même profondeur géographique qui relie le Golfe, la mer Rouge, le golfe d'Aden et l'Afrique orientale. C'est pourquoi le rôle des Émirats dans la région ne doit pas être analysé uniquement à travers la guerre du Soudan. Il faut l'inscrire dans une stratégie beaucoup plus large de contrôle des ports, corridors commerciaux, terres agricoles, ressources minières et points d'appui logistiques.

ISRAËL ET LE SOMALILAND : LA MER ROUGE CHANGE DE NATURE

Un autre événement majeur est venu modifier la carte stratégique de la région.

Suite en page 9

Suite de la page 8

Le 26 décembre 2025, Israël est devenu le premier État à reconnaître officiellement le Somaliland comme État indépendant.

Cette décision n'est pas anodine.

Le Somaliland occupe une position exceptionnelle face au golfe d'Aden, à proximité des routes maritimes conduisant vers Bab el-Mandeb et la mer Rouge. Le port de Berbera constitue donc un point stratégique majeur. Reuters souligne également l'implication des Émirats dans les infrastructures portuaires et aéroportuaires de Berbera à travers DP World.

La reconnaissance israélienne ajoute une dimension sécuritaire et stratégique à une région déjà saturée de rivalités.

Israël cherche depuis longtemps à développer des partenariats avec des acteurs périphériques permettant de renforcer sa profondeur stratégique.

La mer Rouge devient ainsi un espace où se croisent les intérêts d'Israël, des Émirats, de l'Éthiopie, de l'Égypte, de l'Érythrée, de la Somalie et de puissances extérieures.

Ce qui était hier une périphérie géopolitique devient aujourd'hui un centre de gravité.

LE MAROC DANS L'ÉQUATION AFRICAINE

C'est à ce stade qu'il faut réintroduire le Maroc dans l'analyse.

Le Maroc poursuit naturellement ses propres objectifs de puissance, notamment en Afrique de l'Ouest, au Sahel et dans l'espace atlantique.

Mais dans notre lecture de l'Axe du Mal — Émirats arabes unis, Israël, Maroc —, Rabat apparaît également comme un relais régional susceptible de prolonger certaines stratégies israéliennes et émiraties sur le continent.

Cela ne signifie pas que le Maroc abandonne ses propres intérêts.

Cela signifie que ses partenariats avec Israël et les Émirats peuvent s'inscrire dans une architecture plus vaste de coopération économique, sécuritaire, diplomatique et technologique.

L'intérêt de cette lecture est précisément de ne pas chercher un centre de commandement unique.

Un axe géopolitique moderne ne fonctionne pas nécessairement comme une alliance mili-

taire classique.

Il fonctionne par convergence d'intérêts.

Un port ici. Une base logistique là. Un investissement minier ailleurs. Une technologie de surveillance dans un autre pays.

Une alliance diplomatique. Un financement. Un fournisseur d'armes. Un partenaire local.

Pris séparément, chaque élément paraît indépendant.

Pris ensemble, ils dessinent une architecture.

DE L'AFRIQUE DU NORD AU SAHEL, PUIS À LA CORNE DE L'AFRIQUE

C'est pourquoi l'Axe du Mal ne doit plus être recherché uniquement dans l'espace Afrique du Nord-Sahel.

Il faut désormais observer sa projection vers la Corne de l'Afrique, où les intérêts émiratis, israéliens et marocains rencontrent les fractures du Soudan, de l'Éthiopie, de la Somalie et de la mer Rouge.

Ce qui apparaît aujourd'hui en Éthiopie n'est donc plus seulement une crise nationale.

C'est l'un des nouveaux théâtres où se projette cet axe.

Le Soudan en constitue la profondeur occidentale. La mer Rouge en constitue la profondeur maritime. Le Somaliland en constitue l'un des points d'appui. L'Éthiopie en constitue le cœur continental.

Et le Nil en constitue l'une des principales lignes de fracture.

L'ÉGYPTE, L'ÉRYTHRÉE, LE SOUDAN ET LA SOMALIE COMMENCENT À RÉPONDRE

Le sommet quadrilatéral d'El-Alamein du 4 octobre 2026 constitue à cet égard un événement majeur.

L'Égypte, le Soudan, l'Érythrée et la Somalie ont réuni leurs dirigeants pour renforcer leur concertation politique, économique et sécuritaire. La déclaration commune insiste notamment sur la souveraineté, l'intégrité territoriale et le respect du droit international.

Cette réunion ne doit pas être présentée comme une alliance militaire formelle dirigée contre l'Éthiopie.

Mais sa portée géopolitique est considérable.

Ces quatre États forment une continuité géographique qui encadre pratiquement tout l'espace maritime situé autour de l'Éthiopie : de l'Égypte à la Somalie, en passant par le



Soudan et l'Érythrée.

Ils partagent, à des degrés différents, des inquiétudes concernant l'expansion éthiopienne, la sécurité du Nil, la mer Rouge et la stabilité régionale.

Le sommet montre donc que l'Éthiopie ne peut plus traiter séparément ses différents contentieux.

Le Nil, l'Érythrée, le Soudan, la Somalie et la mer Rouge forment désormais un seul système stratégique.

TROIS GUERRES QUI RISQUENT DE SE REJOINDRE

C'est probablement le point le plus important de cette nouvelle configuration.

Nous avons aujourd'hui trois conflits potentiellement interconnectés.

Premier conflit : le conflit éthiopien.

Il oppose le pouvoir fédéral aux forces tigréennes et à d'autres mouvements armés, avec une possible extension à d'autres régions.

Deuxième conflit : la guerre du Soudan.

Elle oppose les forces armées soudanaises aux RSF et implique déjà de multiples acteurs régionaux et internationaux.

Troisième conflit : la compétition pour la mer Rouge.

Elle oppose indirectement plusieurs puissances autour des ports, des corridors commerciaux, des bases, de l'accès maritime et du contrôle des routes stratégiques.

À ces trois conflits s'ajoute la question du Nil.

C'est cette combinaison qui rend la situation explosive.

Une crise au Tigré peut provoquer une nouvelle confrontation avec l'Érythrée.

Une confrontation avec l'Érythrée peut modifier l'équilibre en mer Rouge.

La guerre au Soudan peut fournir de nouveaux espaces de manœuvre aux acteurs régionaux.

La rivalité autour du Nil peut pousser l'Égypte à renforcer ses partenariats avec les voisins de l'Éthiopie.

Et chaque nouvelle alliance peut provoquer une contre-alliance.

Nous sommes donc devant un système de conflits en cascade.

LA PRISE DE MEKELE NE DOIT PAS MASQUER CETTE RÉALITÉ

La reprise de Mekele constitue incontestablement une victoire militaire importante pour Addis-Abeba.

Mais une victoire militaire n'est pas nécessairement une victoire stratégique.

Si le TPLF se transforme en force de résistance durable, si les frontières continuent de servir de profondeur stratégique, si le Soudan demeure en guerre et si la confrontation avec l'Érythrée s'aggrave, alors la prise de Mekele pourrait n'être qu'une étape.

La guerre contemporaine ne se gagne plus uniquement par la conquête d'une capitale régionale.

Elle se gagne par le contrôle des ressources, des communications, des corridors, des frontières, des ports et des alliances.

Et c'est précisément ce qui rend la situation actuelle dangereuse.

LA VÉRITABLE BATAILLE EST CELLE DE LA SOUVERAINÉTÉ

Derrière toutes ces crises se trouve finalement une question plus profonde : qui décide de l'avenir de l'Afrique ?

Les Africains eux-mêmes ?

Ou les puissances capables de financer les infrastructures, d'armer les factions, de contrôler les ports, d'acquérir des terres agricoles, d'exploiter les minerais, de fournir les technologies et de construire des réseaux de dépendance ?

C'est ici que l'expérience soudanaise doit nous alerter.

Un État peut conserver son drapeau, son gouvernement et son siège aux Nations unies tout

en perdant progressivement une partie de sa souveraineté stratégique.

Il suffit que ses ports, ses ressources, ses corridors commerciaux, ses finances ou ses forces armées deviennent dépendants d'acteurs extérieurs.

La souveraineté juridique peut alors subsister tandis que la souveraineté réelle se rétrécit.

LA BATAILLE DE L'AFRIQUE NE SE JOUE PLUS SEULEMENT SUR LES CHAMPS DE BATAILLE

La Corne de l'Afrique nous montre aujourd'hui ce que pourrait devenir une partie du continent africain au XXI^e siècle : un espace où les guerres locales se combinent avec les rivalités internationales, où les ressources naturelles deviennent des instruments de puissance et où les ports prennent parfois autant d'importance que les capitales.

L'Éthiopie est au centre de cette transformation.

Le Tigré en est la fracture militaire. Le Nil en est la fracture hydrique. Le Soudan en est la fracture politique. La mer Rouge en est la fracture stratégique. Le Somaliland en est l'un des points d'appui. Les Émirats disposent des capitaux et des réseaux. Israël apporte une dimension technologique, sécuritaire et stratégique.

Le Maroc peut jouer un rôle de relais régional, tout en poursuivant ses propres ambitions.

C'est cette convergence que nous désignons ici comme l'Axe du Mal : Émirats-Israël-Maroc, dont la projection ne s'arrête plus à l'Afrique du Nord ou au Sahel mais tend désormais vers la Corne de l'Afrique.

Il ne faut donc pas attendre que les frontières s'effondrent pour constater la fragmentation d'un État.

Il faut regarder ce qui se passe avant : qui finance, qui arme, qui contrôle les ports, qui construit les infrastructures, qui exploite les ressources, qui fournit les technologies et qui transforme les rivalités locales en dépendances stratégiques.

Car la nouvelle bataille pour l'Afrique ne sera pas seulement une bataille pour les territoires.

Elle sera une bataille pour l'eau, les ports, les minerais, les corridors, les données, l'énergie et, finalement, pour la capacité des États africains à décider eux-mêmes de leur avenir.

S. L



LE JEUNE INDEPENDANT

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Le lourd tribut des moins de 30 ans

Les accidents de la route ont reculé durant les huit premiers mois de 2026, avec une baisse du nombre de décès et de blessés. Mais les routes restent meurtrières, notamment pour les jeunes et les motocyclistes, tandis que la vitesse, l'inattention et le manque de vigilance demeurent parmi les principales causes des accidents.



Une évolution encourageante qui ne suffit toutefois pas à occulter les zones de fragilité persistantes sur les routes algériennes.

Entre janvier et août 2026, 18 297 accidents corporels ont été enregistrés à travers le pays, selon le bilan de la Délégation nationale à la sécurité routière. Ce chiffre représente une baisse de 89 accidents par rapport à la même période de 2025.

Le recul concerne également les conséquences humaines de ces accidents. Le nombre de

décès a diminué de 71 cas et celui des blessés de 511 personnes.

Une évolution qui traduit une amélioration globale des indicateurs de sécurité routière, mais qui reste à consolider au regard du nombre toujours élevé d'accidents enregistrés en huit mois. Les jeunes occupent une place importante dans les statistiques de l'accidentalité routière.

La tranche d'âge des 18 à 29 ans arrive en tête avec 7 965 accidents corporels, soit 33,49 % de l'ensemble des accidents enregistrés durant la période étudiée.

Cette forte présence souligne la nécessité de renforcer les actions de prévention auprès des jeunes usagers de la route.

Le bilan fait également ressortir un lourd tribut humain chez les moins de 29 ans, avec 1 044 décès et 14 035 blessés.

Des chiffres qui illustrent la vulnérabilité de cette catégorie face aux accidents de la circulation et replacent la question des comportements au volant au cœur des préoccupations.

Autre point préoccupant relevé dans le bilan, la forte implication des motocyclistes dans les accidents de la circula-

tion. Les conducteurs des deux-roues ont été impliqués dans 6 552 accidents, soit 27,55 % de l'ensemble des accidents corporels recensés. Une proportion particulièrement importante au regard de leur poids dans le parc automobile national, les motocyclistes n'en représentant que 6,55 %.

Cette situation met en évidence la vulnérabilité des usagers des deux-roues. Les jeunes plus touchés, davantage exposés en cas de collision en raison de l'absence de protection offerte par l'habitacle d'un véhicule. Elle souligne aussi l'importance

du respect des règles de circulation et des mesures de sécurité propres aux motocyclistes.

L'analyse des principales causes des accidents montre, par ailleurs, que le facteur humain demeure largement présent. Le manque de prudence et de vigilance arrive en tête avec 12,62 % des cas recensés. Il est suivi par l'excès de vitesse, qui représente 11,99 %, tandis que le manque d'attention des piétons intervient dans 7,23 % des accidents.

L'amélioration de la sécurité routière ne dépend donc pas uniquement des infrastructures ou du contrôle des véhicules. Elle repose également sur le comportement de chaque usager, qu'il soit conducteur, motocycliste ou piéton.

Ces chiffres ont été communiqués à l'occasion du lancement de la campagne nationale d'information et de sensibilisation consacrée aux dispositions du nouveau Code de la route. L'objectif est de mieux faire connaître ces nouvelles dispositions et de renforcer la culture de la sécurité routière auprès de l'ensemble des usagers.

Si les indicateurs évoluent favorablement, la persistance des comportements à risque rappelle que la baisse du nombre d'accidents ne peut être considérée comme acquise. La sécurité routière demeure un enjeu de société qui exige la mobilisation de tous les usagers, ainsi que la poursuite des efforts de prévention et de sensibilisation.

L'ALGERIE AUJOURD'HUI

CLASSEMENT TIMES HIGHER EDUCATION :

Nouvelle percée de l'université algérienne

L'université algérienne vient de franchir une étape importante dans sa quête de visibilité internationale. Dans un monde universitaire de plus en plus concurrentiel, 31 établissements d'enseignement supérieur algériens figurent, désormais, dans le classement Times Higher Education World University Rankings 2027, contre 28 l'année précédente. L'Université d'El-Oued s'est distinguée en occupant le premier rang national. Elle se situe dans la fourchette des 1 200 à 1 400 établissements mondiaux.

Cette progression place l'Algérie en tête du Maghreb et en deuxième position en Afrique pour le nombre d'établissements classés. Le cas de l'Université d'El-Oued, qui s'impose en tête au niveau national alors qu'elle se situe hors des grands pôles traditionnels comme Alger, Oran ou Constantine, confirme par ailleurs une dynamique encourageante de progression des universités de l'intérieur du pays.

Bien plus qu'un simple chiffre, ce résultat illustre les efforts concrets déployés par le secteur de l'enseignement supérieur pour moderniser les universités, dynamiser la recherche et ren-

forcer leur rayonnement à l'échelle mondiale. Dans un environnement universitaire ultra-compétitif, la hausse du nombre d'universités algériennes classées envoie un signal clair : celui d'une montée en qualité et en visibilité.

S'exprimant à ce sujet, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamal Badari, a souligné que ces classements témoignent des «efforts inlassables» déployés pour rehausser le rang des établissements nationaux et viser l'excellence. Cette déclaration s'inscrit dans une stratégie plus large de repositionnement de l'université algérienne sur la scène internationale.

LES RÉFORMES POUR RENFORCER LA VISIBILITÉ MONDIALE

Cette avancée reflète l'efficacité des réformes structurelles engagées depuis plusieurs années. Leur objectif est clair : améliorer les performances dans les classements internationaux, renforcer la visibilité des universités algériennes et, plus largement, faire de l'université algérienne un acteur crédible à l'échelle mondiale, capable d'attirer talents, investisse-

ments et partenariats stratégiques. Ces réformes se sont articulées autour de plusieurs axes prioritaires.

Le premier concerne le renforcement de la production scientifique et de son impact. Des politiques d'incitation à la publication dans des revues indexées, le développement de laboratoires d'excellence, le soutien aux doctorats et la promotion des collaborations internationales ont permis d'accroître à la fois le volume et la qualité de la recherche. Une attention particulière a été portée aux citations et aux co-publications internationales, indicateurs essentiels des classements mondiaux.

Le deuxième axe porte sur l'internationalisation active. L'accueil d'étudiants étrangers, la mobilité des enseignants-chercheurs, la signature d'accords de double diplôme et la participation à des réseaux régionaux et mondiaux contribuent directement à améliorer le score d'ouverture internationale.

La digitalisation et l'ouverture des données constituent un troisième levier.

La mise en place de plateformes de gestion de la recherche, de dépôts institutionnels et de systèmes d'information modernes facilite le reporting vers les

organismes de classement, tout en consolidant la transparence.

MAINTENIR LE RYTHME POUR CONSOLIDER LES ACQUIS

En plaçant l'Algérie en tête du Maghreb et en deuxième position en Afrique par le nombre d'établissements classés, ces résultats confirment que les efforts de réforme portent leurs fruits. Ils renforcent la crédibilité du système d'enseignement supérieur algérien et ouvrent la voie à une visibilité accrue dans les années à venir.

Le fait que l'Université d'El-Oued, située hors des grands pôles traditionnels comme Alger, Oran ou Constantine, arrive en tête au niveau national illustre clairement une dynamique de progression des universités de l'intérieur du pays.

Cette avancée reste toutefois conditionnée au maintien du rythme des transformations et à la capacité de capitaliser sur de tels succès.

Ainsi, l'université algérienne n'est plus seulement un acteur national : elle s'affirme progressivement comme un contributeur visible au savoir mondial.

GÉNOCIDE SIONISTE À GAZA

Plus de 800 enseignants palestiniens tués depuis le début de la guerre, selon le ministère de l'Éducation

L'entité sioniste a tué plus de 800 enseignants palestiniens et en a blessé plus de 3 300 autres depuis le début de sa guerre génocidaire contre la bande de Gaza en octobre 2023, a indiqué dimanche le ministère palestinien de l'Éducation.



Dans un communiqué publié à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants, célébrée chaque année le 5 octobre, le ministère a déclaré que les enseignants dans les territoires palestiniens occupés menaient « une véritable bataille pour leur survie » afin de préserver le droit à l'éducation face à ce qu'il décrit comme un ciblage systématique.

Le secteur de l'éducation à Gaza et en Cisjordanie a subi un « génocide généralisé » depuis le début de la guerre menée par Israël contre Gaza, a affirmé le ministère.

Plus de 170 enseignants palestiniens restent détenus « dans des conditions difficiles », a-t-il ajouté.

Le ministère a également indiqué que les restrictions de circulation et les contrôles à des centaines de points de contrôle avaient aggravé les difficultés quotidiennes des enseignants, notamment à Masafer Yatta, au sud d'Hébron, dans le village d'al-Mughayyir, dans le centre de la Cisjordanie, dans la vallée du Jourdain et dans les zones

classées en zone C. En vertu de l'accord d'Oslo II de 1995, conclu à titre intérimaire, la Cisjordanie a été divisée en trois zones, A, B et C.

La zone A est placée sous contrôle civil et sécuritaire palestinien, tandis que la zone B est sous administration civile palestinienne et contrôle sécuritaire israélien. La zone C, qui représente environ 60 % de la Cisjordanie, reste sous contrôle israélien total.

Le ministère a également dénoncé les difficultés financières auxquelles sont confrontés les enseignants palestiniens, estimant qu'elles compromettent leur stabilité matérielle et psychologique, alors qu'Israël retient les recettes fiscales palestiniennes.

Ces fonds, connus sous le nom de recettes de dédouanement, correspondent aux taxes perçues par Israël pour le compte de l'Autorité palestinienne sur les marchandises importées et transférées conformément au Protocole de Paris de 1994.

Israël a commencé à déduire des sommes de ces recettes en

2019 avant de suspendre par la suite certains transferts, aggravant ainsi la crise financière de l'Autorité palestinienne et sa capacité à verser intégralement les salaires des fonctionnaires.

Les recettes de dédouanement représentent environ 56 % des recettes publiques palestiniennes. Leur rétention constitue ainsi un obstacle majeur au paiement des salaires, à la fourniture de services publics et au respect des obligations gouvernementales.

Le ministère a appelé la communauté internationale, l'ONU ainsi que les organisations de défense des droits humains et de l'éducation à agir d'urgence pour mettre fin aux violations et assurer une protection internationale aux élèves et aux personnels éducatifs.

Il a également appelé les syndicats du monde entier à faire pression pour obtenir la libération des enseignants détenus et le versement des sommes financières retenues, afin de permettre aux enseignants de vivre dans la dignité.

CISJORDANIE : PLUS DE 500 ANCIENS RESPONSABLES EUROPÉENS APPELLENT L'UE À AGIR CONTRE LE PROJET E1

Plus de 500 anciens ministres, diplomates et hauts responsables européens ont appelé lundi l'Union européenne (UE) à prendre des mesures contre le projet de l'occupation sioniste de colonisation E1 en Cisjordanie occupée, dans un texte publié sur le site de leur collectif.

Ils demandent à la Commission européenne de présenter sans délai des propositions législatives pour sanctionner les institutions financières et les prestataires de services participant à la réalisation du projet E1 et d'autres colonies, ainsi que pour interdire tout commerce entre l'UE et les colonies illégales.

Les signataires réclament également la mise en œuvre des propositions visant à suspendre les dispositions commerciales de l'accord d'associ-

ation entre l'Union européenne et l'entité sioniste. Ils souhaitent que des décisions soient prises lors de la réunion des ministres européens des Affaires étrangères prévue le 12 octobre.

Parmi eux figurent les anciens Premiers ministres français Alain Juppé et Dominique de Villepin, l'Italien Massimo D'Alema, le Belge Yves Leterme et le Suédois Stefan Löfven, ainsi que les anciens présidents du Parlement européen Josep Borrell et Enrique Barón Crespo.

Dans leur appel daté du 5 octobre, les anciens responsables avertissent que le gouvernement de l'occupation sioniste, prévoit d'attribuer dans les prochaines semaines les contrats pour la première tranche du projet E1. Ils estiment que sa réalisation couperait la Cisjordanie en deux et rendrait impossible une solution à deux États.

Ils reprochent à l'Union européenne de n'avoir pris aucune mesure pour dissuader la réalisation de ce projet et de ne pas avoir respecté ses obligations découlant des traités européens et du droit international.

Tout en saluant les mesures nationales prises par certains États membres contre les colonies, ils accusent d'autres pays, notamment l'Allemagne et l'Italie, de bloquer systématiquement les initiatives européennes.

Le collectif avait déjà demandé, dans un appel publié le 6 mai, des sanctions contre les acteurs contribuant au projet E1.

Les signataires dénoncent également la persistance des violences et de la crise humanitaire à Gaza, ainsi que les attaques de colons, les saisies de terres et les déplacements de Palestiniens en Cisjordanie. Ils appellent les États membres à utiliser les moyens dont ils disposent pour faire respecter les décisions de la Cour internationale de justice.

Le projet E1 prévoit notamment une première tranche de plus de 1 200 logements près de Jérusalem. Il isolerait davantage Jérusalem-Est du reste de la Cisjordanie. La justice israélienne a ordonné le 27 septembre le report d'un mois de l'ouverture de l'appel d'offres, afin que le dossier ne perturbe pas les élections législatives prévues fin octobre.

L'entité sioniste occupe la Cisjordanie depuis 1967. L'Union européenne considère les colonies sionistes dans ce territoire, y compris dans la zone E1, comme illégales au regard du droit international.

SOUDAN

L'insécurité déplace 2 800 personnes en une seule journée dans l'État du Nil-Bleu

Quelque 2 800 personnes ont fui 10 villages de l'État du Nil-Bleu, dans le sud-est du Soudan, en une seule journée en raison de la dégradation de la situation sécuritaire, a indiqué dimanche l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Dans un communiqué, l'agence onusienne a indiqué que ses équipes de terrain estimaient que 560 ménages, soit environ 2 800 personnes, avaient été déplacés de plusieurs villages de la localité de Wad al-Mahi vers la localité d'Al-Roseires, dans le même État.

Les villages concernés sont Miri, Jabal Nimr, Abu Qudaf, Bashkarkat, Ab Jankour,

Makla, Matangiya, Jabal al-Nour, Menza et Manshiling, a précisé l'OIM.

La situation reste « tendue et volatile », a ajouté l'agence, précisant qu'elle suivait de près l'évolution de la situation.

Jeudi, l'OIM avait indiqué que 7 000 autres personnes, soit 1 400 ménages, avaient fui quatre villages de Wad al-Mahi en une seule journée en raison de l'insécurité.

Le mois dernier, l'agence onusienne avait annoncé que 99 277 personnes avaient été déplacées dans l'État du Nil-Bleu entre le 11 janvier et le 23 août de cette année.

L'État a connu une escalade militaire ces derniers jours, alors que les Forces de soutien rapide (FSR) et le Mouvement de libération du peuple du Soudan-Nord, leur allié, ont lancé des attaques contre plusieurs zones.

La crise humanitaire au Soudan s'est aggravée dans le contexte de la guerre entre l'armée et les FSR, déclenchée en avril 2023 à la suite d'un différend sur l'unification des forces militaires.

Le conflit a fait des dizaines de milliers de morts et déplacé environ 13 millions de personnes, selon des estimations de l'ONU et d'organisations internationales.

PAS DE VITAMINE C LE SOIR

Info ou intox ?

La croyance selon laquelle la prise de vitamine C le soir pourrait empêcher de bien dormir n'a jamais été prouvée scientifiquement. Mais alors d'où vient cette idée reçue ? Rappel des propriétés de la vitamine C et de sa posologie.

QUELLES SONT LES PROPRIÉTÉS DE LA VITAMINE C ?

La vitamine C, aussi appelée acide ascorbique, est une vitamine hydrosoluble indispensable à de nombreuses fonctions de l'organisme. Elle intervient notamment dans le bon fonctionnement du système immunitaire. De bons apports en vitamine C contribuent à renforcer les défenses immunitaires et aident à lutter contre les infections.



La vitamine B est aussi nécessaire à la production de collagène, une protéine qui joue un rôle dans la souplesse de la peau, la structure des os, des vaisseaux sanguins et des cartilages. Autre propriété de la vitamine C : elle favorise l'absorption du fer contenu dans les végétaux par l'intestin.

POURQUOI PRENDRE DE LA VITAMINE C ?

Nos apports en vitamine C peuvent provenir de l'alimentation. On la trouve dans les agrumes (oranges, citron, pamplemousse), dans les fraises, les framboises, les poivrons, les choux, les kiwis...

Il peut être utile de prendre des compléments de vitamine C quand nos apports alimentaires sont insuffisants. Elle est notamment conseillée à l'approche de l'hiver pour renforcer ses défenses immunitaires ou en cas de fatigue, grâce à son supposé effet "antifatigue".

PRENDRE DE LA VITAMINE C LE SOIR N'EMPÊCHE PAS DE DORMIR

Les personnes qui prennent de la vitamine C en complément ont généralement pour habitude de la prendre le matin car son supposé effet stimulant pourrait nuire au sommeil le

soir. Il n'y a pourtant aucune contre-indication à prendre la vitamine C le soir puisqu'aucune étude scientifique ne permet aujourd'hui d'affirmer que la vitamine C perturbe l'activité cérébrale pendant le sommeil.

Selon la revue Prescrire, "1 gramme de vitamine C au moment du coucher n'a eu aucun effet statistiquement significatif sur le sommeil".

Vous pouvez donc prendre votre complément de vitamine C à n'importe quel moment de la journée. Idem pour la consommation d'aliments riches en vitamine C.

Cette fausse croyance selon

laquelle il serait préférable d'éviter la prise de vitamine C en fin de journée est très ancienne. Elle daterait de 1934, année durant laquelle le premier supplément de vitamine C a été commercialisé par le laboratoire Roche. Sur la boîte figurait la mention : "Il est préférable de ne pas prendre ce médicament en fin de journée à cause de son effet légèrement stimulant". Une mention qui prend son origine dans le fait que la vitamine C intervient dans la synthèse de dopamine, un neurotransmetteur qui joue un rôle dans l'éveil et la vigilance.

ORGANISATION DU TRAVAIL

Quelles pratiques pour être plus serein ?

Réussir à bien organiser sa journée de travail n'est pas si simple. Entre les réunions à rallonge, les interruptions incessantes des collègues, le brouhaha de l'open-space et notre boîte mail qui sonne toutes les cinq minutes, difficile de mener à bien toutes nos tâches.

Par où commencer ? Comment gérer les urgences ? Nos astuces pour trouver une routine optimale et être plus serein.

Manque de volonté ou mauvaise organisation : quel constat ?

On passe la majeure partie de notre temps au bureau. Et pourtant, il n'est pas rare d'arriver à la fin de la journée et de se rendre compte que l'on n'a pas réussi à faire tout ce que l'on avait prévu. À vouloir trop bien faire, on est partout et nulle part à la fois. Cela ne résulte pas d'un manque de volonté, mais d'une mauvaise organisation.

La bonne nouvelle, c'est qu'il est possible d'y remédier en adoptant une nouvelle routine. On ne naît pas productif, on le devient !

TENIR UN AGENDA POUR ÊTRE ORGANISÉ AU TRAVAIL

Électronique ou papier, l'agenda est un support essentiel pour bien s'organiser. Noter les différentes tâches que l'on doit effectuer sur des posts-IT est déconseillé, car on a tendance à se disperser et à partir dans tous les sens.

Le fait d'écrire sur le papier ce que l'on a à faire permet de se libérer l'esprit. Avoir une vision d'ensemble de ce que

l'on doit faire est indispensable pour bien gérer son temps.

PRIORISER SES TÂCHES POUR UNE MEILLEURE ORGANISATION AU TRAVAIL

C'est la première chose à faire pour bien organiser son temps de travail : prioriser ses tâches. Au lieu de se concocter une to do list longue comme le bras, on détermine trois à cinq tâches à réaliser impérativement dans la journée, en prenant soin de les hiérarchiser par ordre d'importance. L'idée, c'est de commencer par les plus urgentes car on a davantage d'énergie en début de journée. De même, on a tendance à repousser les tâches les plus difficiles alors qu'en réalité, ce sont celles que nous devrions réaliser en premier.

Lorsqu'une tâche nécessite plusieurs jours de travail, il semble judicieux de la découper en plusieurs parties et d'avancer sur plusieurs jours afin de ne pas saturer.

APPRENDRE À DIRE NON SI L'ORGANISATION EST COMPLIQUÉE

Non, la productivité n'est pas relative au nombre de tâches que l'on se fixe sur la journée. Mais, si on répond favorablement à toutes les sollicitations, on ne parviendra pas à tout gérer comme on le souhaite.

D'où l'intérêt d'apprendre à dire non quand on juge que l'on a suffisamment de quoi faire pour la journée. Mieux vaut refuser une tâche poliment en expliquant

ses raisons de manière claire et structurée plutôt que de l'accepter et de la bâcler.

On n'hésite pas non plus à décliner les réunions où notre présence n'est pas indispensable, on gagnera un temps précieux !

NE FAIRE QU'UNE SEULE CHOSE À LA FOIS POUR MAINTENIR SON ORGANISATION

Lorsque l'on répond aux sollicitations des uns et des autres, on est partout et nulle part à la fois. On commence une tâche sans en avoir terminé une autre... Résultat, on s'éparpille, on se disperse et on perd du temps.

Il vaut mieux faire moins de choses dans la journée et les achever plutôt que d'en commencer plusieurs en même temps et de ne pas les finir.

Autrement dit, le secret pour gagner du temps au travail et éviter de se disperser, c'est de ne faire qu'une seule chose à la fois.

BIEN S'ORGANISER : CONSULTER SES MAILS À HEURES FIXES

L'arrivée incessante de nouveaux mails, tous plus importants les uns que les autres, nous coupe dans notre travail. Soucieux de montrer à nos collaborateurs que l'on est réactif, on répond dans la foulée. Résultat, on met en suspens ce que l'on était en train de faire et on perd du temps.

Pour gagner en efficacité, il faut mettre

sa boîte mail sur silencieux et la consulter à heures fixes. On évite ainsi de se disperser et on gagne en productivité.

BLOQUER UN CRÉNEAU DANS SON ORGANISATION POUR GÉRER LES URGENCES

Au cours d'une journée de travail, il y aura forcément au moins une urgence à gérer. Il est important de prendre ce facteur en compte pour ne pas être pris au dépourvu. Concrètement, on bloque un créneau horaire dans son agenda afin de pouvoir gérer les dossiers de dernière minute.

BIEN S'ORGANISER C'EST AUSSI S'ACCORDER DES PAUSES

Impossible d'être performant de 9h à 18h non stop. Il est primordial de s'accorder des pauses, aussi courtes soient-elles, pour s'oxygéner un peu. On boit, on respire, on va se dégourdir les jambes... Bref, on débranche pendant quelques minutes, ce qui nous rendra d'autant plus performant pour la suite.

SE METTRE DANS SA BULLE

Pour travailler efficacement, on a besoin de calme. Voilà pourquoi il est nécessaire de s'isoler du brouhaha qui règne dans l'open space. Pour cela, le meilleur moyen reste de mettre des écouteurs.

Une manière de se concentrer et d'indiquer à ses collègues que l'on ne veut pas être dérangé.



Selection du jour

TF1

20h10

Koh-Lanta All Stars



Présenté par : Denis Brogniart

Au sud du Panama, 18 concurrents emblématiques de «Koh-Lanta» ont traversé le monde pour débarquer sur un minuscule îlot, baigné par les eaux du Pacifique. Camille, Charlotte, Christina, Clémentine, Dorian, Freddy, Jacques, Joana, Laure, Lola, Maxime, Moussa, Naoil, Nicolas, Tania, Ugo, Vincent et Yassin sont les aventuriers de ce «Koh-Lanta All Stars» ! En partant, ils ne savaient pas qui seraient leurs adversaires mais, surtout, ils étaient loin d'imaginer que cette nouvelle épopée n'aurait rien à voir avec celles qu'ils ont vécues précédemment. L'aventure évolue et ce «Koh-Lanta All Stars» leur réserve d'immenses surprises, du premier au dernier jour !

5

20h05

Poulet mania



Réalisateur : Katia Chapoutier

Qu'il soit rôti, découpé, émincé, pané, frit ou grillé, le poulet s'est fait une place de choix dans les assiettes des Français. C'est simple, nous n'en avons jamais autant mangé ! Et pour cause : bon marché, riche en protéines, faible en matière grasse, il se plie à toutes les envies et à tous les porte-monnaie. Mais derrière cette véritable passion française se cachent des zones d'ombre : opacité sur les conditions d'élevage, risques liés aux produits ultra-transformés, labels en tout genre et importations low-cost... Comment reconnaître un «bon» poulet ? Des fermes aux rayons des supermarchés, des cuisines étoilées à la folie du poulet crousty, enquête sur la viande préférée des Français.

france 2

20h10

Après la colère



Présenté par : Caroline Roux

Face aux bouleversements profonds et incessants de la société française, au Big Bang permanent, Caroline Roux propose aux Français de se raconter, de se confronter et pourquoi pas de se réconcilier. Cette collection documentaire inédite ausculte la société française et les fractures qui la fragilisent à travers les grandes histoires d'actualité récentes qui les ont révélées. À commencer ce soir par le drame de Crépol. De quoi est-on sûr dans cette affaire ? De la mort par arme blanche de Thomas Perotto, 16 ans, pendant le bal d'hiver de Crépol, dans la Drôme, la nuit du 18 au 19 novembre 2023.

france 3

20h10

La stagiaire

Avec Michèle Bernier, Antoine Hamel, Philippe Lelièvre, Nicolas Marié, Soraya Garlenq, Charles Menet, Cyrielle Voguet, Clément Moreau, Jeanne Lambert, Jérémie Poppe, Géraldine Loup, Laïs Mayyas

Alors qu'il roulait à moto sur une départementale, Victor Brabant a été percuté par une voiture et est mort sur le coup. Les témoins sont formels : Il ne s'agit pas d'un accident mais bien d'un homicide volontaire. Constance et Boris font connaissance avec le club de moto de la victime et découvrent bientôt que la moto que conduisait Victor n'était pas la sienne...



6

20h10

9-1-1

Avec Angela Bassett, Jennifer Love Hewitt, Oliver Stark, Aisha Hinds, Kenneth Choi, Ryan Guzman, Corinne Massiah, Elijah M. Cooper, Elijah M. Cooper, Mark Consuelos, Tracie Thoms, Anirudh Pisharody, Debra Christofferson

La première journée de Harry à la 118 s'avère plus difficile que Chimney ne l'avait prévu. Athena aide un homme âgé victime d'une arnaque sentimentale. Eddie et Hen sont cités à comparaître devant le tribunal au sujet d'un ancien patient qui ravive de vieux démons.



W9

20h25

La grosse rigolade

Présenté par : Laurence Boccolini

Un divertissement placé sous le signe du rire, dans lequel tout peut arriver. Aux commandes, Laurence Boccolini orchestre un show vitaminé, entourée de complices venus avec leur stock de blagues. Autour de l'animatrice, dix personnalités venues d'horizons différents : Chicandier, Philippe Lellouche, Isabelle Morini-Bosc, Mahé, Richard Orlinski, Tony Saint Laurent, Carla Moreau, Tareek et Philippe Corti. Entre improvisations délirantes et fous rires incontrôlables, rendez-vous pour un moment de pure folie télévisuelle. Avec un seul mot d'ordre : rire ensemble, fort et sans modération !

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Édité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire :
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication
Salah Lakoues

Direction de la Rédaction
Administration
BP 545,
Maison de la presse Safir Abdelkader
Kouba - Alger
Tél Adm : 023 70 94 94
Tél Réd : 023 70 94 61
Fax Pub : 023 70 94 58
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :
www.lemaghreb.dz
e-mail:
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression
SIA Alger
EPE - SPA Imprimerie "Centre"
Siège social : Zone Industrielle
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger
Diffusion
Centre : MPE
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale de
communication, d'Édition et de
Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -
Alger.
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits,
photographies ou tout
autre document et
illustrations adressés ou
remis à la rédaction ne
seront pas rendus et ne
peuvent faire l'objet
d'aucune réclamation.

13,1 QUELQUE 13,1 MILLIONS d'enfants réfugiés étaient en âge scolaire dans le monde l'an dernier, mais près de la moitié n'avaient pas accès à l'éducation, le risque d'une « génération sacrifiée ».

SEMAINE MONDIALE DE L'ESPACE

L'ONU met en avant la « révolution des fusées »

La Semaine mondiale de l'espace, célébrée du 4 au 10 octobre, met cette année à l'honneur la transformation rapide du secteur des lancements spatiaux, sous le thème « Rocket Revolution » (« Révolution des fusées »), selon les Nations unies.

Proclamée par l'Assemblée générale de l'ONU dans sa résolution 54/68 du 6 décembre 1999, la Semaine mondiale de l'espace vise à célébrer les contributions des sciences et technologies spatiales à l'amélioration des conditions de vie de l'humanité.

L'événement, présenté comme le plus grand rendez-vous spatial annuel au monde, entend notamment susciter l'intérêt des jeunes pour les sciences spatiales, sensibiliser le public aux activités liées à l'espace et encourager la coopération internationale dans les domaines de l'éducation et de la sensibilisation spatiales. Le thème de cette année porte sur l'évolution de l'accès à l'espace, longtemps réservé à un nombre limité de programmes gouvernementaux.

Selon l'ONU, cet accès s'élargit désormais grâce notamment aux opérateurs commerciaux de lancement, aux fusées réutilisables, aux équipes universitaires, aux start-up et à de nouveaux acteurs spatiaux nationaux. Cette évolution transforme à la fois les acteurs capables d'accéder à l'espace, la fréquence des lancements et les usages qui peuvent être faits des technologies spatiales.

Chaque année, le thème de la Semaine mondiale de l'espace est choisi par le conseil d'ad-



ministration de l'Association de la Semaine mondiale de l'espace, en coordination avec le Bureau des Nations unies pour les affaires spatiales (UNOOSA).

DE SPOUTNIK 1 À L'ÈRE SPATIALE MODERNE

Le 4 octobre 1957 constitue une date majeure dans l'histoire de l'exploration spatiale. Ce jour-là, le lancement de Spoutnik 1, premier satellite artificiel de la Terre, a ouvert la voie à l'exploration spatiale.

Dix ans plus tard, le 10 octobre 1967, est entré en vigueur le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

Ce traité, également présenté comme la « Magna Carta de l'espace », constitue l'un des principaux textes encadrant les activités des États dans l'espace extra-atmosphérique.

Depuis le début de l'ère spatiale, les Nations unies considèrent l'espace comme une nouvelle dimension de l'activité humaine et cherchent à promouvoir son utilisation au bénéfice de l'ensemble de l'humanité.

L'Assemblée générale de l'ONU avait adopté sa première résolution consacrée à l'espace extra-atmosphérique avec la résolution 1348 (XIII), intitulée « Question de l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique ».

LES APPLICATIONS SPATIALES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Les sciences et technologies spatiales sont aujourd'hui utilisées dans un large éventail d'activités des Nations unies.

Selon l'ONU, au moins 25 entités du système des Nations unies ainsi que le Groupe de la Banque mondiale utilisent régulièrement des applications spatiales.

Ces technologies contribuent notamment aux travaux de l'organisation dans la mise en

œuvre des recommandations issues de grandes conférences internationales, ainsi qu'au soutien des objectifs liés au développement durable. Face à la multiplication de ces usages, l'ONU souligne l'importance de la coordination, de la coopération et des synergies entre les différentes entités impliquées dans les activités spatiales.

La Réunion interorganisations sur les activités spatiales constitue à ce titre le principal mécanisme de coordination au sein du système des Nations unies.

Depuis 2004, une session informelle ouverte est également organisée à la suite de cette réunion afin de permettre aux États membres d'échanger directement sur les principales évolutions liées à l'espace au sein du système onusien.

L'UNOOSA AU CŒUR DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le Bureau des Nations unies pour les affaires spatiales (UNOOSA) est chargé de promouvoir la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Il assure également le secrétariat du Comité des Nations unies pour les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COP-UOS), seul comité de l'Assemblée générale exclusivement consacré à la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace.

L'UNOOSA est par ailleurs chargé de mettre en œuvre les responsabilités du Secrétaire général de l'ONU au titre du droit international de l'espace et de tenir le Registre des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique.

À travers la Semaine mondiale de l'espace, les Nations unies cherchent ainsi à mettre en lumière les progrès des technologies spatiales et leur rôle croissant dans la société, tout en encourageant la coopération internationale autour de l'exploration et de l'utilisation pacifique de l'espace.

R. I.

Post scriptum

Par : B. Khemis

Gazoduc transsaharien : un projet historique au service de l'intégration, de la paix et de la stabilité africaine

Le gazoduc transsaharien (TSGP) s'impose comme l'un des projets les plus structurants pour l'avenir du continent africain. Bien plus qu'une simple infrastructure énergétique, il représente une étape majeure dans l'intégration interafricaine, un puissant levier de création de richesse et d'emplois, et un instrument concret de complémentarité entre les nations. Dans un continent confronté à de multiples défis sécuritaires, notamment dans la région sahélienne, le TSGP apparaît comme l'une des solutions durables pour ancrer la stabilité et la paix.

C'est le message fort qu'a porté le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de son entrevue périodique avec les représentants de la presse nationale, le 3 octobre dernier. Interrogé sur le rôle du gazoduc dans la stabilisation du Sahel, de l'Afrique et de l'Europe, le chef de l'Etat a tenu à souligner la portée « historique » de cet ouvrage intercontinental qui doit relier le Nigeria à l'Europe, en passant par le Niger et l'Algérie.

Pour le Président Tebboune, le TSGP n'est pas un simple projet d'exportation vers l'Europe. C'est avant tout « un projet africain, fait pour l'Afrique, qui permet aux pays africains de se relier entre eux et de relier l'Afrique à l'Europe ».

Cette vision s'inscrit pleinement dans la doctrine algérienne en matière de politique étrangère, qui fait de la stabilité régionale et continentale une priorité absolue. Loin d'être une infrastructure de prédation, le gazoduc est

conçu comme un outil de solidarité et de développement partagé. Il matérialise l'idée d'une Afrique qui valorise ses propres ressources pour son propre développement, tout en s'ouvrant au monde.

Le tracé, long de plus de 4 000 kilomètres, doit permettre d'acheminer jusqu'à 30 milliards de mètres cubes de gaz nigérien par an vers les marchés européens, via le Niger et le réseau algérien déjà existant. Mais au-delà des volumes, c'est la philosophie du projet qui est novatrice : créer une chaîne de valeur africaine. Les bénéfices attendus sont immenses pour les trois pays directement concernés.

Pour le Nigeria, premier producteur de gaz du continent, le TSGP offre un débouché vital et diversifié. Il permettra de monétiser des réserves colossales, jusqu'ici largement sous-exploitées ou brûlées en torchère, et de générer des revenus considérables pour financer son développement.

Pour le Niger, pays de transit, le projet représente une opportunité unique. Outre les droits de transit, il bénéficiera d'un accès à l'énergie à des conditions préférentielles, ce qui est un facteur clé pour son industrialisation et l'électrification de ses zones reculées. Le gazoduc sera accompagné d'infrastructures, de routes, de centres de maintenance et de formations, créant des milliers d'emplois directs et indirects pour la jeunesse nigérienne.

Pour l'Algérie, la position est claire et

assumée par le chef de l'Etat : « Nous avons notre gaz à nous, l'Algérie n'est qu'une phase de passage du gazoduc ». Et d'ajouter : « Si on a besoin, on en prendra, mais nous avons notre gaz. Nos frères au Nigeria vont en bénéficier, nos frères au Niger vont en bénéficier, et nous sommes une zone de transit. » L'Algérie percevra ainsi des droits de transit, mais surtout, elle consolidera son statut de hub énergétique fiable entre l'Afrique et l'Europe. Au-delà des trois pays, c'est toute la région sahélienne qui profitera de l'effet d'entraînement : sous-traitance locale, développement du tissu industriel, transfert de technologies et création de postes d'emploi qualifiés. C'est la complémentarité Sud-Sud dans sa forme la plus concrète.

Le Président Tebboune a directement lié le TSGP à la question de la paix. Dans une région sahélienne minée par l'instabilité, le terrorisme et la précarité économique, les grands projets d'intégration sont les meilleurs remparts contre l'extrémisme.

En offrant des perspectives économiques, des emplois et de l'énergie, le gazoduc s'attaque aux causes profondes de l'instabilité. Un jeune qui a un emploi et un avenir dans son pays est moins vulnérable aux sirènes des groupes armés. En reliant les économies et les peuples, il crée une interdépendance positive qui rend la guerre coûteuse et la paix profitable. C'est une infrastructure de souveraineté partagée. Faisant le point sur l'avancement, le Président Tebboune a révélé que les travaux prépara-

toires se poursuivent activement en Algérie et au Niger, notamment sur les aspects topographiques et sécuritaires. « Nous sommes avec nos frères au Niger pour refaire toute la topographie du passage, afin de voir l'endroit le plus proche et celui qui offre les meilleures conditions de sécurité », a-t-il précisé.

La bonne nouvelle est que le tronçon le plus important est déjà réalisé. « Il ne reste que moins de 1 000 km en Algérie pour relier le gazoduc », a indiqué le chef de l'Etat, précisant que « les travaux ont commencé du côté algérien sur le tronçon d'In Salah, et ils avancent ».

Interrogé sur la politique énergétique globale, le Président Tebboune a réaffirmé la position responsable de l'Algérie au sein de l'OPEP. Loin de toute logique de confrontation, Alger prône l'apaisement des marchés. « Nous essayons d'apaiser les tensions pour que les faibles ne souffrent pas des hausses des prix du pétrole », a-t-il souligné, rappelant le respect de l'Algérie pour les « décisions majoritaires des membres de l'organisation ». Cette posture est cohérente avec celle du TSGP : l'énergie ne doit pas être une arme, mais un facteur de stabilité mondiale et de justice énergétique. En diversifiant les routes d'approvisionnement de l'Europe et en sécurisant des revenus pour l'Afrique, le gazoduc transsaharien incarne cette vision d'un monde énergétique plus équilibré, plus solidaire et plus pacifique.

B. KH.